



Rapport financier
du 1^{er} semestre 2013



Sommaire

1. Rapport semestriel d'activité	2. Comptes consolidés au 30 juin 2013
1. Principales données financières issues des comptes consolidés de TOTAL.....1	1. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013.....13
2. Résultats de TOTAL du premier semestre 2013.....2	2. Compte de résultat consolidé.....14
2.1. Résultats opérationnels.....2	3. Résultat global consolidé.....15
2.2. Résultats nets part du Groupe.....2	4. Compte de résultat consolidé.....16
2.3. Investissements - Désinvestissements2	5. Résultat global consolidé.....17
2.4. Flux de trésorerie.....2	6. Bilan consolidé18
3. Analyse des résultats des secteurs..3	7. Tableau de flux de trésorerie consolidé19
3.1. Amont3	8. Tableau de flux de trésorerie consolidé20
3.2. Raffinage-Chimie4	9. Variation des capitaux propres consolidés21
3.3. Marketing & Services.....5	10. Annexe aux comptes consolidés au 30 juin 201322
4. Comptes de TOTAL S.A.6	1) Principes comptables.....22
5. Faits marquants depuis le début d'année 20136	2) Variation de la composition du Groupe et principales acquisitions et cessions23
6. Synthèse et perspectives.....6	3) Éléments d'ajustement.....23
7. Autres informations.....7	4) Capitaux propres25
7.1. Principales données opérationnelles des secteurs du premier semestre 2013.....7	5) Emprunts et dettes financières26
7.2. Éléments d'ajustement.....8	6) Parties liées.....26
7.3. Taux d'imposition.....8	7) Autres risques et engagements26
7.4. Investissements - Désinvestissements9	8) Informations par secteur d'activité.....30
7.5. Ratio dette nette sur capitaux propres9	9) Réconciliation des informations par secteur avec les états financiers consolidés.....38
7.6. Rentabilité des capitaux employés moyens10	10) Évolutions en cours de la composition du Groupe40
8. Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 201311	
9. Principales transactions entre parties liées.....11	

Rapport financier du 1^{er} semestre 2013

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le premier semestre de l'exercice 2013 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle et sincère du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant aux pages 1 à 12 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le rapport des contrôleurs légaux sur l'examen limité des comptes consolidés condensés précités figure à la page 13 du présent rapport financier semestriel et contient une observation sur l'application obligatoire de la norme IAS 19 révisée « Avantages au Personnel ».

Courbevoie, le 26 juillet 2013

Christophe de Margerie
Président-directeur général



Le présent rapport financier semestriel a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 26 juillet 2013 conformément au III de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier.

Abréviations

b :	baril
pc :	pied cube
/j :	par jour
/an :	par an
€ :	euro
\$ et/ou dollar :	dollar américain
t :	tonne métrique
bep :	baril équivalent pétrole
kbep/j :	kilo (millier) bep/j
kb/j :	kilo (millier) baril/j
Btu :	British thermal unit
M :	million
G :	milliard
ERMI :	<i>European Refining Margin Indicator</i> . Indicateur de marge de raffinage sur frais variables d'une raffinerie complexe théorique d'Europe du Nord située à Rotterdam. Cette raffinerie traite un cocktail de bruts représentatif de l'approvisionnement moyen de la zone pour fournir les grands produits cotés dans la même zone.
GNL :	gaz naturel liquéfié
IFRS :	International Financial Reporting Standards
ROE :	<i>Return on Equity</i> (rentabilité des capitaux propres)
ROACE :	<i>Return on Average Capital Employed</i> (rentabilité des capitaux mis en œuvre)

Table de conversion

1 bep = 1 baril équivalent pétrole = environ 5 434 pc de gaz*
1 b/j = environ 50 t/an
1 t = environ 7,5 b (pour une densité de 37°API)
1 Gm ³ /an = environ 0,1 Gpc/j
1 m ³ = environ 35,3 pc
1 t de GNL = environ 48 kpc de gaz
1 Mt/an de GNL = environ 131 Mpc/j

* Ce taux, calculé sur le contenu énergétique équivalent moyen des réserves de gaz naturel de TOTAL, est sujet à changement.

Définitions

Les termes « TOTAL » et « Groupe » utilisés dans le présent Document se réfèrent, de façon collective, à TOTAL S.A. et à l'ensemble de ses filiales consolidées directes et indirectes situées en France ou hors de France. Les termes « Société » et « émetteur » utilisés dans le présent document se réfèrent exclusivement à TOTAL S.A., société mère du Groupe.

© TOTAL S.A. juillet 2013

Rapport semestriel d'activité

1. Principales données financières issues des comptes consolidés de TOTAL ⁽¹⁾

(données en millions d'euros sauf le résultat par action et le nombre d'actions)	1S13	1S12	1S13 vs 1S12
Chiffre d'affaires	95 103	100 303	-5%
Résultat opérationnel ajusté des secteurs	10 863	12 486	-13%
Résultat opérationnel net ajusté des secteurs	6 139	6 322	-3%
– Amont	4 791	5 562	-14%
– Raffinage-Chimie	753	442	+70%
– Marketing & Services	595	318	+87%
Résultat net ajusté	5 562	5 871	-5%
Résultat net ajusté dilué par action (euros)	2,45	2,59	-6%
Nombre moyen pondéré dilué d'actions (millions)	2 272	2 264	-
Résultat net part du Groupe	4 074	5 186	-21%
Investissements ^(a)	11 696	10 904	+7%
Désinvestissements	1 950	2 670	-27%
Investissements nets	9 746	8 234	+18%
Flux de trésorerie d'exploitation	7 424	11 434	-35%
Flux de trésorerie d'exploitation ajusté	10 228	9 863	+4%

(données en millions de dollars ^(b) sauf le résultat par action et le nombre d'actions)	1S13	1S12	1S13 vs 1S12
Chiffre d'affaires	124 908	130 043	-4%
Résultat opérationnel ajusté des secteurs	14 267	16 188	-12%
Résultat opérationnel net ajusté des secteurs	8 063	8 196	-2%
– Amont	6 292	7 211	-13%
– Raffinage-Chimie	989	573	+73%
– Marketing & Services	781	412	+90%
Résultat net ajusté	7 305	7 612	-4%
Résultat net ajusté dilué par action (dollars)	3,22	3,36	-4%
Nombre moyen pondéré dilué d'actions (millions)	2 272	2 264	-
Résultat net part du Groupe	5 351	6 724	-20%
Investissements ^(a)	15 362	14 137	+9%
Désinvestissements	2 561	3 462	-26%
Investissements nets	12 800	10 675	+20%
Flux de trésorerie d'exploitation	9 751	14 824	-34%
Flux de trésorerie d'exploitation ajusté	13 433	12 787	+5%

(a) Y compris acquisitions.

(b) Chiffres en dollars obtenus à partir des chiffres en euros convertis sur la base du taux de change moyen €-\$ de la période : 1,3134 \$/€ au premier semestre 2013 et 1,2965 \$/€ au premier semestre 2012.

(1) Les résultats ajustés se définissent comme les résultats au coût de remplacement, hors éléments non-récurrents, hors effet des variations de juste valeur. Le flux de trésorerie d'exploitation ajusté se définit comme le flux de trésorerie d'exploitation avant variation du besoin en fonds de roulement au coût de remplacement. Le détail des éléments d'ajustement figure en page 8 et la méthode du coût de remplacement est explicitée en page 12.

2. Résultats de TOTAL du premier semestre 2013

2.1. Résultats opérationnels

Comparé au premier semestre 2012, le prix moyen du Brent a diminué de 5% à 107,5 \$/b au premier semestre 2013. L'indicateur ERMI des marges de raffinage en Europe s'établit à 25,5 \$/t contre 29,5 \$/t au premier semestre 2012, soit une baisse de 14%.

En revanche l'environnement moyen de la pétrochimie en Europe et aux États-Unis s'est amélioré entre les deux périodes.

La parité euro-dollar s'est établie à 1,31 \$/€ contre 1,30 \$/€ au premier semestre 2012.

Dans ce contexte, le résultat opérationnel ajusté des secteurs d'activité ressort à 10 863 M€, soit une baisse de 13% par rapport au premier semestre 2012⁽¹⁾.

Le taux moyen d'imposition des secteurs est de 55,9% au premier semestre 2013 contre 58,0% au premier semestre 2012.

Le résultat opérationnel net ajusté des secteurs d'activité s'établit à 6 139 M€ contre 6 322 M€ au premier semestre 2012, en baisse de 3%.

Exprimé en dollars, le résultat opérationnel net ajusté des secteurs est en baisse de 2%. Cette baisse s'explique essentiellement par la moindre performance de l'Amont qui a été presque entièrement compensée par une amélioration des performances dans les secteurs de l'Aval.

2.2. Résultats nets part du Groupe

Le résultat net ajusté est en baisse de 5% et s'élève à 5 562 M€ au premier semestre 2013 contre 5 871 M€ au premier semestre 2012. Exprimé en dollars, le résultat net ajusté est en baisse de 4%.

Le résultat net ajusté exclut l'effet de stock après impôt, les éléments non récurrents et les effets des variations de juste valeur⁽²⁾:

- L'effet de stock après impôt ressort à -451 M€ au premier semestre 2013 contre -369 M€ au premier semestre 2012.
- Les effets des variations de juste valeur ont été de -23 M€ au premier semestre 2013 contre -11 M€ au premier semestre 2012.
- Les autres éléments non récurrents du résultat net ont eu un impact de -1 014 M€ au premier semestre 2013, essentiellement constitués de la perte nette liée à la cession de la participation dans le projet d'*upgrader* Voyageur au Canada, partiellement compensée par la plus-value sur la cession d'actifs Amont en Italie. Les éléments non récurrents s'étaient élevés à -305 M€ au premier semestre 2012.

Le résultat net part du Groupe ressort à 4 074 M€ contre 5 186 M€ au premier semestre 2012.

Au 30 juin 2013, le nombre dilué d'actions est de 2 277 millions contre 2 264 au 30 juin 2012.

Le résultat net ajusté dilué par action, calculé sur la base d'un nombre moyen pondéré dilué d'actions de 2 272 millions, s'élève à 2,45 euros, en baisse de 6% par rapport au premier semestre 2012.

Exprimé en dollars, le résultat net ajusté dilué par action est de 3,22 contre 3,36 au premier semestre 2012, soit une baisse de 4%.

2.3. Investissements - Désinvestissements⁽³⁾

Les investissements hors acquisitions, y compris variation des prêts non courants, se sont établis à 9,8 G€ (12,9 G\$) au premier semestre 2013 contre 8,3 G€ (10,7 G\$) au premier semestre 2012.

Les acquisitions ont représenté 1,4 G€ (1,9 G\$) au premier semestre 2013, essentiellement constituées de l'acquisition de 6% supplémentaires dans le projet d'Ichthys en Australie, de 0,7% supplémentaire au capital de Novatek⁽⁴⁾, de portage dans les gisements de gaz à condensats de l'Utica aux États-Unis et de bonus d'entrée sur des permis d'exploration.

Les cessions du premier semestre 2013 se sont élevées à 1,5 G€ (1,9 G\$)⁽⁵⁾, essentiellement constituées de la vente d'un intérêt dans le champ de Tempa Rossa en Italie et de l'intérêt de 49% dans le projet d'*upgrader* Voyageur au Canada.

Les investissements nets ressortent à 9,7 G€ (12,8 G\$) au premier semestre 2013, contre 8,2 G€ (10,7 G\$) au premier semestre 2012.

2.4. Flux de trésorerie

Le flux de trésorerie d'exploitation s'élève à 7 424 M€ au premier semestre 2013, en baisse de 35% par rapport à celui du premier semestre 2012, en raison de la variation nettement défavorable du besoin en fonds de roulement.

Le flux de trésorerie d'exploitation ajusté⁽⁶⁾ s'établit à 10 228 M€, en hausse de 4%. Exprimé en dollars, le flux de trésorerie d'exploitation ajusté est de 13,4 G\$, en hausse de 5%.

Le *cash flow net*⁽⁷⁾ du Groupe ressort à -2 322 M€ contre 3 200 M€ au premier semestre 2012. Exprimé en dollars, le *cash flow net* du Groupe est de -3,0 G\$ au premier semestre 2013.

Le ratio de dette nette sur fonds propres s'établit à 27,6% au 30 juin 2013 contre 21,9% au 30 juin 2012⁽⁸⁾.

(1) Les éléments non-récurrents du résultat opérationnel des secteurs d'activités ont eu un impact de -43 M€ au 1^{er} semestre 2013. Ils avaient eu un impact de -66 M€ au 1^{er} semestre 2012.

(2) Ces éléments d'ajustement sont explicités page 8.

(3) Le détail des investissements figure page 9.

(4) La participation du Groupe au capital de Novatek se monte à 16% au 30 juin 2013.

(5) Ce montant de cessions n'intègre pas l'opération de vente d'un intérêt dans le bloc 14 en Angola, indiquée au premier trimestre 2013 dans le tableau de flux de trésorerie comme une opération avec les intérêts ne conférant pas le contrôle.

(6) Flux de trésorerie d'exploitation au coût de remplacement, avant variation du besoin en fonds de roulement.

(7) Cash flow net = flux de trésorerie d'exploitation - investissements nets.

(8) Le détail du calcul est disponible en page 9.

3. Analyse des résultats des secteurs

3.1. Amont

Depuis le 1^{er} juillet 2012, le secteur Amont n'intègre plus l'activité Énergies Nouvelles, affectée au secteur Marketing & Services. En conséquence, l'information de la période comparative antérieure à ce changement a fait l'objet d'un retraitement selon la nouvelle organisation en vigueur.

3.1.1. Environnement - Prix de vente liquides et gaz^(a)

	1S13	1S12	1S13 vs 1S12
Brent (\$/b)	107,5	113,6	-5%
Prix moyen de vente liquides (\$/b)	101,7	108,3	-6%
Prix moyen de vente gaz (\$/Mbtu)	6,97	7,10	-2%
Prix moyen de vente des hydrocarbures (\$/bep)	73,6	79,0	-7%

(a) Filiales consolidées, hors marges fixes.

3.1.2. Production

Productions d'hydrocarbures	1S13	1S12	1S13 vs 1S12
Productions combinées (kbep/j)	2 306	2 317	-
Liquides (kb/j)	1 176	1 224	-4%
Gaz (Mpc/j)	6 153	5 974	+3%

Au premier semestre 2013, la production d'hydrocarbures a été de 2 306 kbep/j, stable par rapport à celle du premier semestre 2012, essentiellement en raison des éléments suivants :

- +3% liés à la croissance des nouveaux projets ;
- -2% liés au déclin naturel des productions et au niveau d'arrêts planifiés ;
- -1% lié aux incidents de 2012 en mer du Nord et au Nigeria ;
- sur le plan de la sécurité, l'effet de l'amélioration des conditions au Yémen a été compensé par une intensification des actes de vol et de sabotage au Nigeria ce semestre.

3.1.3. Résultats

(en millions d'euros)	1S13	1S12	1S13 vs 1S12
Résultat opérationnel ajusté ^(a)	9 268	11 456	-19%
Résultat opérationnel net ajusté ^(a)	4 791	5 562	-14%
<i>dont quote-part du résultat net ajusté des sociétés mises en équivalence</i>	1 160	928	+25%
Investissements	10 311	9 533	+8%
Désinvestissements	1 655	982	+69%
Flux de trésorerie d'exploitation	6 278	11 064	-43%
Flux de trésorerie d'exploitation ajusté	8 469	8 707	-3%

(a) Le détail des éléments d'ajustement figure dans les informations par secteur d'activité des états financiers.

Le résultat opérationnel net ajusté de l'Amont au premier semestre 2013 s'élève à 4 791 M€ contre 5 562 M€ au premier semestre 2012, soit une baisse de 14%. Exprimé en dollars, le résultat opérationnel net ajusté de l'Amont est de 6 292 M\$, soit une baisse de 13% qui s'explique essentiellement par la baisse du prix moyen de vente des hydrocarbures et une hausse des coûts techniques entre les deux périodes.

La rentabilité des capitaux employés moyens (ROACE⁽¹⁾) de l'Amont calculée sur la période allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 est de 16%, contre 17% pour la période allant du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013 et 18% pour l'année 2012.

(1) Calculé sur la base du résultat opérationnel net ajusté et des capitaux employés moyens au coût de remplacement, le détail du calcul est disponible en page 10.

3.2. Raffinage-Chimie

3.2.1. Volumes raffinés et taux d'utilisation ^(a)

	1S13	1S12	1S13 vs 1S12
Total volumes raffinés (kb/j)	1 769	1 855	-5%
– France	678	722	-6%
– Reste de l'Europe	824	878	-6%
– Reste du monde	267	255	+5%
Taux d'utilisation ^(b)			
– Sur bruts traités	83%	84%	
– Sur bruts et autres charges	86%	89%	

(a) Y compris quote-part dans TotalErg. Le résultat relatif aux raffineries en Afrique du Sud, aux Antilles Françaises et en Italie est reporté dans le secteur Marketing & Services.

(b) Sur la base de la capacité de distillation en début d'année.

Au premier semestre 2013, les volumes raffinés sont en baisse de 5% par rapport au premier semestre 2012, reflétant essentiellement les grands arrêts sur les plateformes de Normandie et d'Anvers en 2013, un niveau de maintenance élevé à la raffinerie de Donges, ainsi que l'effet périmètre lié à la fermeture de la raffinerie de Rome à la fin du troisième trimestre 2012.

3.2.2. Résultats

(en millions d'euros sauf l'indicateur de marge ERMI)	1S13	1S12	1S13 vs 1S12
Indicateur de marges de raffinage européennes ERMI (\$/t)	25,5	29,5	-14%
Résultat opérationnel ajusté ^(a)	767	415	+85%
Résultat opérationnel net ajusté ^(a)	753	442	+70%
dont Chimie de spécialités ^(b)	203	191	+6%
Investissements	915	930	-2%
Désinvestissements	235	148	+59%
Flux de trésorerie d'exploitation	1 015	589	+72%
Flux de trésorerie d'exploitation ajusté	1 135	727	+56%

(a) Le détail des éléments d'ajustement figure dans les informations par secteur d'activité des états financiers.

(b) Hutchinson, Bostik, Atotech.

Le résultat opérationnel net ajusté du secteur Raffinage-Chimie au premier semestre 2013 s'élève à 753 M€, en hausse de 70% par rapport au premier semestre 2012. Exprimé en dollars, le résultat opérationnel net ajusté s'établit à 989 M\$, en hausse de 73% par rapport au premier semestre 2012, alors que les marges de raffinage étaient en retrait. Cette hausse s'explique essentiellement par l'environnement plus favorable dans la pétrochimie et par les premiers résultats des plans d'efficacité opérationnelle et de synergies.

Le ROACE⁽¹⁾ du Raffinage-Chimie calculé sur la période allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 est de 11%. Il était de 10% pour la période allant du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013 et de 9% pour l'année 2012.

(1) Calculé sur la base du résultat opérationnel net ajusté et des capitaux employés moyens au coût de remplacement, le détail du calcul est disponible en page 10.

3.3. Marketing & Services

Depuis le 1^{er} juillet 2012, le secteur Marketing & Services intègre l'activité Énergies Nouvelles. En conséquence, l'information de la période comparative antérieure à ce changement a fait l'objet d'un retraitement selon la nouvelle organisation en vigueur.

3.3.1. Ventes de produits raffinés

(en kb/j) ^(a)	1S13	1S12	1S13 vs 1S12
Europe	1 129	1 189	-5%
Reste du monde	620	526	+18%
Total des ventes du Marketing & Services	1 749	1 715	+2%

(a) Hors négoce international (Trading) et ventes massives Raffinage et y compris quote-part dans TotalErg.

Les volumes de vente du premier semestre 2013 sont en hausse de 2% par rapport au premier semestre 2012, qui s'explique par une nette croissance des ventes dans les zones hors d'Europe, en particulier zones Amériques, Afrique et Asie. De leur côté, les ventes en Europe ont reculé de 5%, avec une baisse plus marquée en Italie liée en particulier à la fermeture de la raffinerie de Rome.

3.3.2. Résultats

(en millions d'euros)	1S13	1S12	1S13 vs 1S12
Chiffre d'affaires hors Groupe	41 560	43 371	-4%
Résultat opérationnel ajusté ^(a)	828	615	+35%
Résultat opérationnel net ajusté ^(a)	595	318	+87%
<i>dont Énergies Nouvelles</i>	(13)	(175)	na
Investissements	429	410	+5%
Désinvestissements	50	65	-23%
Flux de trésorerie d'exploitation	321	(584)	na
Flux de trésorerie d'exploitation ajusté	959	637	+51%

(a) Le détail des éléments d'ajustement figure dans les informations par secteur d'activité des états financiers.

Le résultat opérationnel net ajusté du secteur Marketing & Services au premier semestre 2013 s'élève à 595 M€, en hausse de 87% par rapport au premier semestre 2012. Cette hausse s'explique par l'amélioration de la performance des Énergies Nouvelles dont le résultat était nettement déficitaire au premier semestre 2012, ainsi que par une progression globale dans le Marketing de produits pétroliers tirée par les marchés émergents.

Le ROACE⁽¹⁾ du Marketing & Services calculé sur la période allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 est de 14%. Il était de 13% pour la période allant du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013 et de 12% pour l'année 2012.

(1) Calculé sur la base du résultat opérationnel net ajusté et des capitaux employés moyens au coût de remplacement, le détail du calcul est disponible en page 10.

4. Comptes de TOTAL S.A.

Le résultat net de TOTAL S.A., société mère, s'établit à 3 876 M€ au premier semestre 2013, contre 3 116 M€ au premier semestre 2012.

5. Faits marquants depuis le début d'année 2013

- Lancement du développement de Moho Nord en République du Congo.
- Redémarrage de la production de la zone d'Elgin/Franklin en mer du Nord britannique.
- Démarrage de la production d'Angola LNG dans lequel le Groupe possède une participation de 13,6%.
- Finalisation de l'acquisition d'une participation supplémentaire de 6% dans le projet de gaz naturel liquéfié Ichthys en Australie.
- Vente de la participation de 49% dans le projet Voyageur au Canada, d'un intérêt de 25% dans le champ de Tempa Rossa en Italie, d'une participation indirecte de 9,99% dans le bloc 14 dans l'offshore angolais, et de l'activité Fertilisants en Europe.
- Signature avec un consortium d'acheteurs de l'accord de cession de TIGF, filiale de transport et de stockage de gaz naturel en France.
- Accord-cadre en vue de l'entrée de Qatar Petroleum International, à hauteur de 15%, au capital de Total E&P Congo.
- Lancement du développement du champ d'Egina dans l'offshore profond au Nigeria.
- Mise en évidence d'un horizon à huile de bonne qualité grâce au forage d'exploration Ivoire-1X sur le bloc offshore CI-100 en Côte d'Ivoire.
- Extension du domaine minier avec, notamment, des prises de permis dans 10 blocs d'exploration au Brésil et dans des blocs en République de Chypre.
- Lancement du projet de modernisation de la plateforme de raffinage et pétrochimie d'Anvers.
- Fin de la modernisation du vapocraqueur de Port Arthur aux États-Unis permettant de traiter de l'éthane, en bénéficiant ainsi de son prix compétitif.

6. Synthèse et perspectives

Le ROACE⁽¹⁾ du Groupe calculé sur les douze derniers mois est de 15%. Il était de 15% pour la période allant du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013 et de 16% pour l'année 2012.

La rentabilité des capitaux propres calculée sur les douze derniers mois s'établit à 17%.

La deuxième partie de 2013 devrait voir TOTAL progresser dans la réalisation de ses grands projets. Dans l'Amont, après le récent démarrage d'Angola LNG, le Groupe devrait bénéficier des premières productions d'huile du projet géant de Kashagan au Kazakhstan, ainsi que des productions de gaz et liquides de l'extension de l'OML58 au Nigeria. Par ailleurs, alors que deux nouveaux projets deep offshore ont déjà été lancés en 2013, Moho Nord au Congo et Egina au Nigeria, le Groupe étudie le lancement de deux autres grands projets d'ici la fin de l'année : les projets à long plateau de Yamal LNG en Russie et le projet minier de Fort Hills au Canada.

Dans l'Aval, la mise en route de la plateforme Satorp à Jubail en Arabie saoudite doit s'achever d'ici la fin 2013. Aux côtés de son

partenaire Saudi Aramco, TOTAL détiendra ainsi l'une des plateformes de raffinage-pétrochimie les plus modernes et compétitives au monde.

Dans le même temps, le Groupe compte poursuivre son programme d'optimisation de son portefeuille d'actifs, avec, en particulier, la clôture des cessions de TIGF en France et du bloc OML 138 au Nigeria. Fort des accords déjà signés et des négociations en cours, le Groupe est confiant en sa capacité à atteindre son objectif de cession de 15-20 G\$ d'actifs pour la période 2012-14.

Par décision du Conseil d'administration du 25 avril 2013, TOTAL mettra en paiement le 27 septembre 2013, un premier acompte trimestriel sur dividende au titre de l'exercice 2013 de 0,59 € par action.

Fin septembre, le Groupe présentera sa stratégie et ses principaux objectifs au cours d'une « journée investisseurs » dont une partie sera également consacrée aux enjeux de responsabilité sociétale et environnementale.

(1) Calculé sur la base du résultat opérationnel net ajusté et des capitaux employés moyens au coût de remplacement, le détail du calcul est disponible en page 10.

7. Autres informations

7.1. Principales données opérationnelles des secteurs du premier semestre 2013

7.1.1. Amont

Production combinée liquides/gaz par zone géographique (kbep/j)	1S13	1S12	1S13 vs 1S12
Europe	388	464	-16%
Afrique	690	707	-2%
Moyen-Orient	535	494	+8%
Amérique du Nord	71	69	+3%
Amérique du Sud	172	185	-7%
Asie Pacifique	232	213	+9%
CEI	218	185	+18%
Production totale	2 306	2 317	-
Dont filiales mises en équivalence	679	603	+13%

Production de liquides par zone géographique (kb/j)	1S13	1S12	1S13 vs 1S12
Europe	160	212	-25%
Afrique	547	570	-4%
Moyen-Orient	324	305	+6%
Amérique du Nord	27	25	+8%
Amérique du Sud	56	61	-8%
Asie Pacifique	30	25	+20%
CEI	32	26	+23%
Production totale	1 176	1 224	-4%
Dont filiales mises en équivalence	324	305	+6%

Production de gaz par zone géographique (Mpc/j)	1S13	1S12	1S13 vs 1S12
Europe	1 250	1 378	-9%
Afrique	724	702	+3%
Moyen-Orient	1 135	1 029	+10%
Amérique du Nord	246	249	-1%
Amérique du Sud	643	711	-10%
Asie Pacifique	1 136	1 046	+9%
CEI	1 019	859	+19%
Production totale	6 153	5 974	+3%
Dont filiales mises en équivalence	1 911	1 609	+19%

Gaz Naturel Liquéfié	1S13	1S12	1S13 vs 1S12
Ventes de GNL ^(a) (Mt)	5,76	5,77	-

(a) Ventes part Groupe, hors trading ; données des périodes 2012 retraitées pour corriger les estimations des volumes de Bontang en Indonésie avec le coefficient SEC 2012.

7.1.2. Aval (Raffinage-Chimie et Marketing & Services)

Ventes de produits raffinés par zone géographique (kb/j) ^(a)	1S13	1S12	1S13 vs 1S12
Europe	1 975	2 064	-4%
Afrique	445	397	+12%
Amériques	513	475	+8%
Reste du monde	513	538	-5%
Total des ventes	3 446	3 473	-1%
Dont ventes massives raffinage	528	522	+1%
Dont négoce international	1 169	1 236	-5%

(a) Y compris quote-part dans TotalErg.

7.2. Éléments d'ajustement

7.2.1. Éléments d'ajustement du résultat opérationnel

(en millions d'euros)	1S13	1S12
Éléments non récurrentes du résultat opérationnel	(43)	(154)
– Charges de restructuration	(2)	(48)
– Dépréciations exceptionnelles	(4)	-
– Autres éléments	(37)	(106)
Effet de stock : écart FIFO/coût de remplacement	(669)	(538)
Effet des variations de juste valeur	(30)	(14)
Total des éléments d'ajustement du résultat opérationnel	(742)	(706)

7.2.2. Éléments d'ajustement du résultat net part du Groupe

(en millions d'euros)	1S13	1S12
Éléments non récurrentes du résultat net (part du Groupe)	(1 014)	(305)
– Plus (moins)-value de cession	(960)	153
– Charges de restructuration	(26)	(40)
– Dépréciations exceptionnelles	(3)	(38)
– Autres éléments	(25)	(380)
Effet de stock : écart FIFO/coût de remplacement, net d'impôt	(451)	(369)
Effet des variations de juste valeur	(23)	(11)
Total des éléments d'ajustement du résultat net	(1 488)	(685)

7.3. Taux d'imposition

Taux moyen d'impôt ^(a)	1S13	1S12
Montant	60,6%	59,9%
Groupe	57,3%	58,8%

(a) Impôt sur le résultat opérationnel net ajusté/(résultat opérationnel net ajusté – quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence – dividendes reçus des participations + impôt sur le résultat opérationnel net ajusté).

7.4. Investissements - Désinvestissements

(en millions d'euros)	1S13	1S12	1S13 vs 1S12
Investissements hors acquisitions ^(a)	9 793	8 254	+19%
<i>dont exploration capitalisée</i>	759	669	+13%
<i>dont variation des prêts non courants^(b)</i>	286	390	-27%
Acquisitions	1 434	2 270	-37%
Investissements yc acquisitions ^(a)	11 227	10 523	+7%
Cessions	1 481	2 289	-35%
Investissements nets ^(b)	9 746	8 234	+18%

(en millions de dollars ^(c))	1S13	1S12	1S13 vs 1S12
Investissements hors acquisitions ^(a)	12 862	10 701	+20%
<i>dont exploration capitalisée</i>	997	867	+15%
<i>dont variations des prêts non courants^(b)</i>	376	506	-26%
Acquisitions	1 883	2 943	-36%
Investissements yc acquisitions ^(a)	14 746	13 643	+8%
Cessions	1 945	2 968	-34%
Investissements nets ^(b)	12 800	10 675	+20%

(a) Y compris variation des prêts non courants.

(b) Inclut les investissements nets dans les sociétés mises en équivalence et non consolidées + flux net des prêts aux salariés.

(c) Chiffres en dollars obtenus à partir des chiffres en euros convertis sur la base du taux de change moyen €-\$ de la période.

7.5. Ratio dette nette sur capitaux propres

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012
Dettes financières courantes	10 030	10 642
Actifs financiers courants nets	(465)	(1 552)
Actifs et passifs financiers destinés à être cédés ou échangés	775	-
Dettes financières non courantes	22 595	23 260
Instruments de couverture des dettes financières non courantes	(1 306)	(1 886)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(11 558)	(14 998)
Dette nette	20 071	15 466
Capitaux propres - part du Groupe	72 461	70 665
Répartition du résultat sur la base des actions existantes à la clôture	(1 313)	(1 299)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	1 701	1 256
Capitaux propres retraités	72 849	70 622
Ratio dette nette sur capitaux propres	27,6%	21,9%

7.6. Rentabilité des capitaux employés moyens

7.6.1. Période du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013

(en millions d'euros)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Groupe
Résultat opérationnel net ajusté	10 374	1 687	1 107	12 679
Capitaux mis en œuvre au 30/06/2012 ^(a)	58 668	16 014	8 003	83 729
Capitaux mis en œuvre au 30/06/2013 ^(a)	69 644	15 998	7 511	90 858
ROACE	16,2%	10,5%	14,3%	14,5%

(a) Au coût de remplacement (retraités de l'effet de stock après impôts).

7.6.2. Période du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013

(en millions d'euros)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Groupe
Résultat opérationnel net ajusté	10 554	1 695	954	12 764
Capitaux mis en œuvre au 31/03/2012 ^(a)	57 382	15 790	7 485	82 009
Capitaux mis en œuvre au 31/03/2013 ^(a)	67 187	17 096	7 503	90 694
ROACE	16,9%	10,3%	12,7%	14,8%

(a) Au coût de remplacement (retraités de l'effet de stock après impôts).

7.6.3. Période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012

(en millions d'euros)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Groupe
Résultat opérationnel net ajusté	11 145	1 376	830	12 927
Capitaux mis en œuvre au 31/12/2011 ^(a)	56 910	15 454	6 852	79 976
Capitaux mis en œuvre au 31/12/2012 ^(a)	63 862	15 726	6 986	84 152
ROACE	18,5%	8,8%	12,0%	15,8%

(a) Au coût de remplacement (retraités de l'effet de stock après impôts).

8. Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2013

Les activités du Groupe sont exposées à certains facteurs de risques notamment sur les plans politique, économique, monétaire, juridique, environnemental, social, sectoriel, concurrentiel, opérationnel ou financier. Une description de ces facteurs de risques figure dans le Document de référence de TOTAL afférent à l'exercice 2012 et déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 28 mars 2013.

Ces risques sont susceptibles de survenir non seulement pendant les six mois restants de l'exercice en cours, mais également durant les exercices ultérieurs.

Par ailleurs, une description de certains risques en cours figure en annexe aux comptes consolidés du premier semestre 2013, aux pages 26 à 29 et 40 du présent rapport financier semestriel.

9. Principales transactions entre parties liées

Les informations sur les principales transactions entre parties liées relatives au semestre clos le 30 juin 2013 figurent en note 6 de

l'annexe aux comptes consolidés clos au 30 juin 2013, en page 26 du présent rapport financier semestriel.

Avertissement

Ce document peut contenir des informations financières prospectives (notamment des objectifs et tendances), ainsi que des déclarations prospectives (*forward-looking statements*) au sens du *Private Securities Litigation Reform Act* de 1995, concernant notamment la situation financière, les résultats d'opérations, les activités et la stratégie industrielle de TOTAL.

Ces informations et déclarations prospectives sont fondées sur des données ou hypothèses qui peuvent s'avérer inexactes dans le futur et sont dépendants de facteurs de risques tels que notamment la variation des taux de change, le prix des produits pétroliers, la capacité d'effectuer des réductions de coûts ou des gains d'efficacité sans perturbation inopportune des opérations, les considérations de réglementations environnementales et des conditions économiques et financières générales. Ni TOTAL ni aucune de ses filiales ne prennent l'engagement ou la responsabilité vis-à-vis des investisseurs ou toute autre partie prenante de mettre à jour ou de réviser, en particulier en raison d'informations nouvelles ou événements futurs, tout ou partie des déclarations, informations prospectives, tendances ou objectifs contenus dans ce document. Des informations supplémentaires concernant les facteurs susceptibles d'avoir un effet sur les résultats financiers de TOTAL sont par ailleurs disponibles dans la documentation déposée par le Groupe et ses filiales auprès de l'Autorité des marchés financiers et de la *United States Securities and Exchange Commission* (« SEC »).

L'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du *reporting* interne et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de TOTAL. Les indicateurs de performance excluant les éléments d'ajustement, tels que le résultat opérationnel ajusté, le résultat opérationnel net ajusté et le résultat net ajusté, sont destinés à faciliter l'analyse de la performance financière et la comparaison des résultats entre périodes.

Les éléments d'ajustement comprennent :

(i) les éléments non récurrents

En raison de leur caractère inhabituel ou particulièrement significatif, certaines transactions qualifiées « d'éléments non récurrents » sont exclues des informations par secteur d'activité. En général, les éléments non récurrents concernent des transactions qui sont significatives, peu fréquentes ou inhabituelles. Cependant, dans certains cas, des transactions telles que coûts de restructuration ou cessions d'actifs, qui ne sont pas considérées comme représentatives du cours normal de l'activité, peuvent être qualifiées d'éléments non récurrents, bien que des transactions similaires aient pu se produire au cours des exercices précédents, ou risquent de se reproduire lors des exercices futurs.

(ii) l'effet de stock

Les résultats ajustés des secteurs Raffinage-Chimie et Marketing & Services sont communiqués selon la méthode du coût de remplacement. Cette méthode est utilisée afin de mesurer la performance des secteurs et de faciliter la comparabilité de leurs résultats avec ceux des principaux concurrents du Groupe.

Dans la méthode du coût de remplacement, proche du LIFO (*Last In, First Out*), la variation de la valeur des stocks dans le compte de résultat est déterminée par référence au différentiel de prix fin de mois d'une période à l'autre ou par référence à des prix moyens de la période selon la nature des stocks concernés et non par la valeur historique des stocks. L'effet de stock correspond à la différence entre les résultats calculés selon la méthode FIFO (*First In, First Out*) et les résultats selon la méthode du coût de remplacement.

(iii) l'effet des variations de juste valeur

L'effet des variations de juste valeur présenté en éléments d'ajustement correspond, pour certaines transactions, à des différences entre la mesure interne de la performance utilisée par la Direction générale de TOTAL et la comptabilisation de ces transactions selon les normes IFRS.

Les normes IFRS prévoient que les stocks de trading soient comptabilisés à leur juste valeur en utilisant les cours *spot* de fin de période. Afin de refléter au mieux la gestion par des transactions dérivées de l'exposition économique liée à ces stocks, les indicateurs internes de mesure de la performance intègrent une valorisation des stocks de trading en juste valeur sur la base de cours *forward*.

Par ailleurs, dans le cadre de ses activités de trading, TOTAL conclut des contrats de stockage dont la représentation future est enregistrée en juste valeur dans la performance économique interne du Groupe, mais n'est pas autorisée par les normes IFRS.

Dans ce cadre, les résultats ajustés (résultat opérationnel ajusté, résultat opérationnel net ajusté, résultat net ajusté) se définissent comme les résultats au coût de remplacement, hors éléments non récurrents et hors effet des variations de juste valeur.

Les chiffres présentés en dollars sont obtenus à partir des chiffres en euros convertis sur la base des taux de change moyen euro/US dollar (€-\$) des périodes concernées et ne résultent pas d'une comptabilité tenue en dollars.

Avertissement aux investisseurs américains – La SEC autorise les sociétés pétrolières et gazières sous son autorité à publier séparément les réserves prouvées, probables et possibles qu'elles auraient identifiées conformément aux règles de la SEC. Cette présentation peut contenir certains termes que les recommandations de la SEC nous interdisent strictement d'utiliser dans les documents officiels qui lui sont adressés, comme notamment les termes « réserves potentielles » ou « ressources ». Tout investisseur américain est prié de se reporter à la *Form 20-F* publiée par TOTAL, File n° 1-10888, disponible au 2, place Jean Millier – La Défense 6-92078 Paris – La Défense Cedex, France, ou sur notre site Internet à www.total.com. Ce document est également disponible auprès de la SEC en appelant le 1-800-SEC-0330 ou sur le site Internet de la SEC : www.sec.gov.

Comptes consolidés au 30 juin 2013

1. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société TOTAL S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre président-directeur général et examinés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point mentionné dans la note 1 de l'annexe qui expose les conséquences sur les comptes de l'application obligatoire de la norme IAS 19 révisée « Avantages au Personnel ».

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris La Défense, le 25 juillet 2013

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Jay Nirsimloo
Associé

ERNST & YOUNG Audit
Pascal Macioce
Laurent Vitse
Associé

2. Compte de résultat consolidé

TOTAL

(non audité) (en millions d'euros) ^(a)	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012
Chiffre d'affaires	95 103	100 303
Droits d'accises	(8 665)	(8 952)
Produits des ventes	86 438	91 351
Achats, nets de variation de stocks	(60 874)	(64 335)
Autres charges d'exploitation	(10 987)	(11 007)
Charges d'exploration	(579)	(625)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(4 101)	(3 866)
Autres produits	383	514
Autres charges	(1 626)	(547)
Coût de l'endettement financier brut	(351)	(357)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	36	59
Coût de l'endettement financier net	(315)	(298)
Autres produits financiers	260	294
Autres charges financières	(265)	(254)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1 327	977
Charge d'impôt	(5 498)	(6 979)
Résultat net de l'ensemble consolidé	4 163	5 225
Part du Groupe	4 074	5 186
Intérêts ne conférant pas le contrôle	89	39
Résultat net par action (euros)	1,80	2,30
Résultat net dilué par actions (euros)	1,79	2,29

(a) Excepté pour les résultats nets par action.

3. Résultat global consolidé

TOTAL

(non audité) (en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012
Résultat net de l'ensemble consolidé	4 163	5 225
Autres éléments du résultat global		
Pertes et gains actuariels	(19)	(423)
Effet d'impôt	6	156
Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	(13)	(267)
Écart de conversion de consolidation	(160)	1 289
Actifs financiers disponibles à la vente	2	(159)
Couverture de flux futurs	72	3
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	(336)	105
Autres éléments	(8)	(14)
Effet d'impôt	(27)	35
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	(457)	1 259
Total autres éléments du résultat global (après impôt)	(470)	992
Résultat global	3 693	6 217
<i>Part du Groupe</i>	3 627	6 155
<i>Intérêts ne conférant pas le contrôle</i>	66	62

4. Compte de résultat consolidé

TOTAL

(non audité) (en millions d'euros) ^(a)	2 ^e trimestre 2013	1 ^{er} trimestre 2013	2 ^e trimestre 2012
Chiffre d'affaires	46 973	48 130	49 135
Droits d'accises	(4 469)	(4 196)	(4 559)
Produits des ventes	42 504	43 934	44 576
Achats, nets de variation de stocks	(30 344)	(30 530)	(32 294)
Autres charges d'exploitation	(5 635)	(5 352)	(5 927)
Charges d'exploration	(272)	(307)	(269)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(1 941)	(2 160)	(2 028)
Autres produits	352	31	225
Autres charges	(94)	(1 532)	(451)
Coût de l'endettement financier brut	(182)	(169)	(170)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	14	22	24
Coût de l'endettement financier net	(168)	(147)	(146)
Autres produits financiers	157	103	209
Autres charges financières	(137)	(128)	(118)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	609	718	436
Charge d'impôt	(2 456)	(3 042)	(2 668)
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 575	1 588	1 545
Part du Groupe	2 537	1 537	1 518
Intérêts ne conférant pas le contrôle	38	51	27
Résultat net par action (euros)	1,12	0,68	0,67
Résultat net dilué par action (euros)	1,12	0,68	0,67

(a) Excepté pour les résultats nets par action.

5. Résultat global consolidé

TOTAL

(non audité) (en millions d'euros)	2 ^e trimestre 2013	1 ^{er} trimestre 2013	2 ^e trimestre 2012
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 575	1 588	1 545
Autres éléments du résultat global			
Pertes et gains actuariels	(188)	169	(422)
Effet d'impôt	72	(66)	158
Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	(116)	103	(264)
Écart de conversion de consolidation	(1 111)	951	2 337
Actifs financiers disponibles à la vente	6	(4)	(93)
Couverture de flux futurs	61	11	(67)
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	(430)	94	(57)
Autres éléments	-	(8)	(7)
Effet d'impôt	(25)	(2)	46
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	(1 499)	1 042	2 159
Total autres éléments du résultat global (après impôt)	(1 615)	1 145	1 895
Résultat global	960	2 733	3 440
<i>Part du Groupe</i>	978	2 649	3 363
<i>Intérêts ne conférant pas le contrôle</i>	(18)	84	77

6. Bilan consolidé

TOTAL

ACTIF (en millions d'euros)	30/06/2013 (non audité)	31/03/2013 (non audité)	31/12/2012	30/06/2012 (non audité)
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles	13 322	13 552	12 858	13 847
Immobilisations corporelles	71 397	70 680	69 332	69 868
Sociétés mises en équivalence : titres et prêts	14 555	15 139	13 759	13 911
Autres titres	1 210	1 223	1 190	2 222
Instruments de couverture des dettes financières non courantes	1 306	1 472	1 626	1 886
Impôts différés	2 842	2 568	2 279	1 758
Autres actifs non courants	2 914	2 846	2 663	2 535
Total actifs non courants	107 546	107 480	103 707	106 027
Actifs courants				
Stocks	15 441	17 095	17 397	17 111
Clients et comptes rattachés	19 563	21 995	19 206	19 768
Autres créances	11 353	10 898	10 086	10 435
Actifs financiers courants	510	624	1 562	1 723
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 558	13 415	15 469	14 998
Actifs destinés à être cédés ou échangés	3 902	4 555	3 797	-
Total actifs courants	62 327	68 582	67 517	64 035
Total actif	169 873	176 062	171 224	170 062

PASSIF (en millions d'euros)	30/06/2013 (non audité)	31/03/2013 (non audité)	31/12/2012	30/06/2012 (non audité)
Capitaux propres				
Capital	5 942	5 915	5 915	5 911
Primes et réserves consolidées	71 785	71 751	70 116	67 776
Écarts de conversion	(1 924)	(478)	(1 504)	368
Actions autodétenues	(3 342)	(3 342)	(3 342)	(3 390)
Total des capitaux propres - part du Groupe	72 461	73 846	71 185	70 665
Intérêts ne conférant pas le contrôle	1 701	1 785	1 280	1 256
Total des capitaux propres	74 162	75 631	72 465	71 921
Passifs non courants				
Impôts différés	12 800	12 877	12 132	11 860
Engagements envers le personnel	3 633	3 503	3 744	3 406
Provisions et autres passifs non courants	11 059	11 554	11 585	11 264
Dettes financières non courantes	22 595	22 875	22 274	23 260
Total passifs non courants	50 087	50 809	49 735	49 790
Passifs courants				
Fournisseurs et comptes rattachés	20 168	21 809	21 648	20 448
Autres créditeurs et dettes diverses	13 901	15 254	14 698	17 090
Dettes financières courantes	10 030	10 739	11 016	10 642
Autres passifs financiers courants	45	89	176	171
Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou échangés	1 480	1 731	1 486	-
Total passifs courants	45 624	49 622	49 024	48 351
Total passif et capitaux propres	169 873	176 062	171 224	170 062

7. Tableau de flux de trésorerie consolidé

TOTAL

(non audité) (en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012
FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION		
Résultat net de l'ensemble consolidé	4 163	5 225
Amortissements et pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles	4 420	4 267
Provisions et impôts différés	(24)	326
Effet de l'externalisation des engagements sociaux	-	(362)
(Plus) Moins-value sur cessions d'actifs	1 147	(446)
Dividendes moins quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	(283)	227
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement	(2 135)	2 109
Autres, nets	136	88
Flux de trésorerie d'exploitation	7 424	11 434
FLUX DE TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT		
Investissements corporels et incorporels	(10 145)	(9 355)
Coût d'acquisition de sociétés consolidées, net de la trésorerie acquise	(16)	(125)
Coût d'acquisition de titres	(780)	(653)
Augmentation des prêts non courants	(755)	(771)
Investissements	(11 696)	(10 904)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	1 264	662
Produits de cession de titres consolidés, net de la trésorerie cédée	200	34
Produits de cession d'autres titres	17	1 593
Remboursement de prêts non courants	469	381
Désinvestissements	1 950	2 670
Flux de trésorerie d'investissement	(9 746)	(8 234)
FLUX DE TRÉSORERIE DE FINANCEMENT		
Variation de capital :		
- actionnaires de la société mère	329	31
- actions propres	-	-
Dividendes payés :		
- aux actionnaires de la société mère	(2 689)	(2 570)
- aux intérêts ne conférant pas le contrôle	(72)	(98)
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	354	1
Émission nette d'emprunts non courants	3 425	3 073
Variation des dettes financières courantes	(3 930)	(1 794)
Variation des actifs et passifs financiers courants	901	(939)
Flux de trésorerie de financement	(1 682)	(2 296)
Augmentation (Diminution) de la trésorerie	(4 004)	904
Incidence des variations de change	93	69
Trésorerie en début de période	15 469	14 025
Trésorerie à fin de période	11 558	14 998

8. Tableau de flux de trésorerie consolidé

TOTAL

(non audité) (en millions d'euros)	2 ^e trimestre 2013	1 ^{er} trimestre 2013	2 ^e trimestre 2012
FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION			
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 575	1 588	1 545
Amortissements et pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles	2 114	2 306	2 164
Provisions et impôts différés	(101)	77	(32)
Effet de l'externalisation des engagements sociaux	-	-	(362)
(Plus) Moins-value sur cessions d'actifs	(271)	1 418	(165)
Dividendes moins quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	70	(353)	193
Diminution (Augmentation) du besoin en fonds de roulement	(732)	(1 403)	2 783
Autres, nets	51	85	41
Flux de trésorerie d'exploitation	3 706	3 718	6 167
FLUX DE TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT			
Investissements corporels et incorporels	(5 232)	(4 913)	(4 128)
Coût d'acquisition de sociétés consolidées, net de la trésorerie acquise	-	(16)	(4)
Coût d'acquisition de titres	(198)	(582)	(455)
Augmentation des prêts non courants	(282)	(473)	(377)
Investissements	(5 712)	(5 984)	(4 964)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	844	420	95
Produits de cession de titres consolidés, net de la trésorerie cédée	200	-	-
Produits de cession d'autres titres	17	-	739
Remboursement de prêts non courants	273	196	146
Désinvestissements	1 334	616	980
Flux de trésorerie d'investissement	(4 378)	(5 368)	(3 984)
FLUX DE TRÉSORERIE DE FINANCEMENT			
Variation de capital :			
- actionnaires de la société mère	329	-	-
- actions propres	-	-	-
Dividendes payés :			
- aux actionnaires de la société mère	(1 356)	(1 333)	(1 284)
- aux intérêts ne conférant pas le contrôle	(70)	(2)	(96)
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	(3)	357	1
Émission nette d'emprunts non courants	575	2 850	1 409
Variation des dettes financières courantes	(698)	(3 232)	(693)
Variation des actifs et passifs financiers courants	9	892	(10)
Flux de trésorerie de financement	(1 214)	(468)	(673)
Augmentation (Diminution) de la trésorerie	(1 886)	(2 118)	1 510
Incidence des variations de change	29	64	158
Trésorerie en début de période	13 415	15 469	13 330
Trésorerie à fin de période	11 558	13 415	14 998

9. Variation des capitaux propres consolidés

TOTAL

(non audité) (en millions d'euros)	Actions émises		Primes et réserves consolidées	Écarts de conversion	Actions autodétenues		Capitaux propres-part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
	Nombre	Montant			Nombre	Montant			
Au 1^{er} janvier 2012	2 363 767 313	5 909	65 430	(1 004)	(109 554 173)	(3 390)	66 945	1 352	68 297
Résultat net du premier semestre	-	-	5 186	-	-	-	5 186	39	5 225
Autres éléments du résultat global	-	-	(396)	1 365	-	-	969	23	992
Résultat Global	-	-	4 790	1 365	-	-	6 155	62	6 217
Dividendes	-	-	(2 570)	-	-	-	(2 570)	(98)	(2 668)
Émissions d'actions	779 653	2	29	-	-	-	31	-	31
Rachats d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cessions d'actions ^(a)	-	-	-	-	10 295	-	-	-	-
Paiements en actions	-	-	74	-	-	-	74	-	74
Annulation d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	14	7	-	-	21	(20)	1
Autres éléments	-	-	9	-	-	-	9	(40)	(31)
Au 30 juin 2012	2 364 546 966	5 911	67 776	368	(109 543 878)	(3 390)	70 665	1 256	71 921
Résultat net du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2012	-	-	5 423	-	-	-	5 423	108	5 531
Autres éléments du résultat global	-	-	(373)	(1 871)	-	-	(2 244)	(63)	(2 307)
Résultat Global	-	-	5 050	(1 871)	-	-	3 179	45	3 224
Dividendes	-	-	(2 667)	-	-	-	(2 667)	(6)	(2 673)
Émissions d'actions	1 386 180	4	(3)	-	-	-	1	-	1
Rachats d'actions	-	-	-	-	(1 800 000)	(68)	(68)	-	(68)
Cessions d'actions ^(a)	-	-	(116)	-	2 952 239	116	-	-	-
Paiements en actions	-	-	72	-	-	-	72	-	72
Annulation d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	(3)	(1)	-	-	(4)	4	-
Autres éléments	-	-	7	-	-	-	7	(19)	(12)
Au 31 décembre 2012	2 365 933 146	5 915	70 116	(1 504)	(108 391 639)	(3 342)	71 185	1 280	72 465
Résultat net du premier semestre	-	-	4 074	-	-	-	4 074	89	4 163
Autres éléments du résultat global	-	-	(28)	(419)	-	-	(447)	(23)	(470)
Résultat Global	-	-	4 046	(419)	-	-	3 627	66	3 693
Dividendes	-	-	(2 685)	-	-	-	(2 685)	(72)	(2 757)
Émissions d'actions	10 802 845	27	302	-	-	-	329	-	329
Rachats d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cessions d'actions ^(a)	-	-	-	-	980	-	-	-	-
Paiements en actions	-	-	74	-	-	-	74	-	74
Annulation d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	(69)	(1)	-	-	(70)	424	354
Autres éléments	-	-	1	-	-	-	1	3	4
Au 30 juin 2013	2 376 735 991	5 942	71 785	(1 924)	(108 390 659)	(3 342)	72 461	1 701	74 162

(a) Actions propres destinées à la couverture des plans d'actions gratuites dont bénéficient les salariés du Groupe.

10. Annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2013

(non audité)

1) Principes comptables

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2013 de TOTAL S.A. et ses filiales (le Groupe) sont présentés en euros et ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les principes comptables appliqués pour les comptes consolidés au 30 juin 2013 ne diffèrent pas significativement de ceux utilisés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012, établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telles qu'adoptées par l'Union européenne et les normes IFRS telles que publiées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*), à l'exception des nouveaux textes ou amendements d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2013 décrits dans la note 1X de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2012 :

- La norme IAS 19 révisée « Avantages au personnel » applicable de manière rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2013 conduit notamment à la comptabilisation de la position nette au titre des engagements sociaux (engagement net des actifs) au bilan, à la suppression de la méthode du corridor utilisée jusqu'alors par le Groupe, à la suppression de l'amortissement du coût des services passés et à l'obligation d'évaluer le rendement attendu des actifs de régime sur une base normative (via le taux d'actualisation utilisé pour évaluer la dette).

L'application de cette norme a pour conséquence au 1^{er} janvier 2013 et au 30 juin 2012 (première période comparative présentée), d'augmenter les provisions pour engagements sociaux de respectivement 2,8 et 2,3 milliards d'euros et de diminuer les capitaux propres du Groupe de respectivement 2,8 et 2,3 milliards d'euros avant impôt et de 1,7 et 1,4 milliard d'euros après impôt. L'impact sur le résultat de l'exercice 2012 est non significatif. Conformément aux dispositions transitoires de la norme IAS 19 révisée, les périodes comparatives ont été retraitées afin de prendre en compte l'application rétrospective de la norme.

- L'application des normes sur la consolidation IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats », IFRS 12 « Information sur les participations dans d'autres entités », IAS 27 révisée « États financiers séparés » et IAS 28 révisée « Entreprises associées et *joint ventures* » n'a pas d'effet significatif sur le bilan, le compte de résultat et les capitaux propres consolidés du Groupe au 30 juin 2013.
- L'application de la norme IFRS 13 « Évaluation à la juste valeur » et de la norme IAS 1 révisée « Présentation des états financiers » n'a pas d'effet significatif sur le bilan, le compte de résultat et les capitaux propres consolidés du Groupe au 30 juin 2013.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS implique que la Direction générale du Groupe effectue des estimations et retienne des hypothèses qui affectent les valeurs pour lesquelles les actifs, passifs et passifs éventuels sont comptabilisés à la date de préparation des états financiers et les produits et charges comptabilisés sur la période. La Direction générale du Groupe revoit régulièrement ces estimations et hypothèses en s'appuyant sur l'expérience et divers autres facteurs considérés comme raisonnables pour estimer la valeur comptable des actifs et passifs. Les résultats réalisés peuvent différer significativement de ces estimations lorsque des circonstances ou hypothèses différentes s'appliquent. La mise en œuvre de ces estimations et hypothèses concerne principalement l'application de la méthode dite des *successful efforts* pour les activités pétrolières, la dépréciation des actifs immobilisés, les provisions pour restitution des sites et les provisions pour risques et charges liées à l'environnement, la valorisation des engagements de retraite et la détermination des impôts courants et différés. Ces estimations et hypothèses sont décrites dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2012.

Par ailleurs, lorsqu'une transaction spécifique n'est traitée par aucune norme ou interprétation, la Direction générale du Groupe exerce son jugement pour définir et mettre en œuvre les méthodes comptables permettant de fournir une information pertinente et fiable, de sorte que les états financiers :

- donnent une image fidèle de la situation financière, de la performance et des flux de trésorerie du Groupe ;
- reflètent la substance des transactions ;
- sont neutres ;
- sont préparés de manière prudente ;
- sont complets sous tous leurs aspects significatifs.

Selon le principe de la comptabilité d'engagement appliqué par le Groupe, selon lequel les états financiers reflètent les effets des transactions et événements dans l'exercice où ils se produisent, les actifs et passifs sont généralement valorisés au coût quand il s'agit d'éléments à caractère opérationnel tels que les actifs immobilisés incorporels et corporels, et à leur juste valeur quand il s'agit d'actifs et passifs financiers.

2) Variation de la composition du Groupe et principales acquisitions et cessions

Amont

- TOTAL a finalisé en février 2013 l'acquisition d'une participation supplémentaire de 6% dans le projet de gaz naturel liquéfié (GNL) d'Ichthys auprès de son partenaire INPEX. Le Groupe accroît ainsi sa participation dans ce projet de 24% à 30%.
- TOTAL a finalisé en février 2013 la vente à INPEX d'une participation indirecte de 9,99% dans le bloc 14, dans l'offshore angolais.
- Le 27 mars 2013, TOTAL a conclu un accord pour la vente à Suncor Energy Inc. de sa participation de 49% dans le projet d'upgrader Voyageur situé dans la province canadienne de l'Alberta et destiné à traiter le bitume des mines de Fort Hills et Joslyn. Le montant de la transaction s'élève à 506 millions

de dollars américains, soit 385 millions d'euros. Les développements des projets miniers de Fort Hills et Joslyn sont poursuivis selon les études logistiques d'évacuation des productions menées conjointement avec Suncor. La cession entraîne une perte nette de 1 247 millions d'euros.

- TOTAL a finalisé en juin 2013 la vente de 25% des intérêts dans le gisement de Tempa Rossa en Italie à une filiale de Mitsui.

Raffinage-Chimie

- TOTAL a finalisé en juin 2013 la cession de son activité Fertilisants en Europe.

3) Éléments d'ajustement

L'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du *reporting* interne. Elle reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de TOTAL qui est revue par le principal décideur opérationnel du Groupe, à savoir le Comité exécutif.

Les indicateurs de performance excluant les éléments d'ajustement, tels que le résultat opérationnel ajusté, le résultat opérationnel net ajusté et le résultat net ajusté, sont destinés à faciliter l'analyse de la performance financière et la comparaison des résultats entre périodes.

Les éléments d'ajustement comprennent :

(i) les éléments non récurrents

En raison de leur caractère inhabituel ou particulièrement significatif, certaines transactions qualifiées « d'éléments non récurrents » sont exclues des informations par secteur d'activité. En général, les éléments non récurrents concernent des transactions qui sont significatives, peu fréquentes ou inhabituelles. Cependant, dans certains cas, des transactions telles que coûts de restructuration ou cessions d'actifs, qui ne sont pas considérées comme représentatives du cours normal de l'activité, peuvent être qualifiées d'éléments non récurrents, bien que des transactions similaires aient pu se produire au cours des exercices précédents, ou risquent de se reproduire lors des exercices futurs.

(ii) l'effet de stock

Les résultats ajustés des secteurs Raffinage-Chimie et Marketing & Services sont communiqués selon la méthode du coût de remplacement. Cette méthode est utilisée afin de mesurer la performance des secteurs et de faciliter la comparabilité de leurs résultats avec ceux des principaux concurrents du Groupe.

Dans la méthode du coût de remplacement, proche du LIFO (*Last In, First Out*), la variation de la valeur des stocks dans le compte de

résultat est déterminée par référence au différentiel de prix fin de mois d'une période à l'autre ou par référence à des prix moyens de la période selon la nature des stocks concernés et non par référence à la valeur historique des stocks. L'effet de stock correspond à la différence entre les résultats calculés selon la méthode FIFO (*First In, First Out*) et les résultats selon la méthode du coût de remplacement.

(iii) l'effet des variations de juste valeur

L'effet des variations de juste valeur présenté en éléments d'ajustement correspond, pour certaines transactions, à des différences entre la mesure interne de la performance utilisée par la Direction générale de TOTAL et la comptabilisation de ces transactions selon les normes IFRS.

Les normes IFRS prévoient que les stocks de trading soient comptabilisés à leur juste valeur en utilisant les cours *spot* de fin de période. Afin de refléter au mieux la gestion par des transactions dérivées de l'exposition économique liée à ces stocks, les indicateurs internes de mesure de la performance intègrent une valorisation des stocks de trading en juste valeur sur la base de cours *forward*.

Par ailleurs, dans le cadre de ses activités de trading, TOTAL conclut des contrats de stockage dont la représentation future est enregistrée en juste valeur dans la performance économique interne du Groupe, mais n'est pas autorisée par les normes IFRS.

Dans ce cadre, les résultats ajustés (résultat opérationnel ajusté, résultat opérationnel net ajusté, résultat net ajusté) se définissent comme les résultats au coût de remplacement, hors éléments non récurrents et hors effet des variations de juste valeur.

Le détail des éléments d'ajustement est présenté dans le tableau page suivante.

ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

(en millions d'euros)		Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Total
2^e trimestre 2013	Effet de stock	-	(499)	(82)	-	(581)
	Effet des variations de juste valeur	(32)	-	-	-	(32)
	Charges de restructuration	-	-	-	-	-
	Dépréciations exceptionnelles	-	-	-	-	-
	Autres éléments	-	(37)	-	-	(37)
Total		(32)	(536)	(82)	-	(650)
2^e trimestre 2012	Effet de stock	-	(1 238)	(146)	-	(1 384)
	Effet des variations de juste valeur	11	-	-	-	11
	Charges de restructuration	-	-	(48)	-	(48)
	Dépréciations exceptionnelles	-	-	-	-	-
	Autres éléments	(18)	-	-	(23)	(41)
Total		(7)	(1 238)	(194)	(23)	(1 462)
1^{er} semestre 2013	Effet de stock	-	(566)	(103)	-	(669)
	Effet des variations de juste valeur	(30)	-	-	-	(30)
	Charges de restructuration	-	(2)	-	-	(2)
	Dépréciations exceptionnelles	-	(4)	-	-	(4)
	Autres éléments	-	(37)	-	-	(37)
Total		(30)	(609)	(103)	-	(742)
1^{er} semestre 2012	Effet de stock	-	(455)	(83)	-	(538)
	Effet des variations de juste valeur	(14)	-	-	-	(14)
	Charges de restructuration	-	-	(48)	-	(48)
	Dépréciations exceptionnelles	-	-	-	-	-
	Autres éléments	(18)	-	-	(88)	(106)
Total		(32)	(455)	(131)	(88)	(706)

ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

(en millions d'euros)		Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Total
2^e trimestre 2013	Effet de stock	-	(351)	(49)	-	(400)
	Effet des variations de juste valeur	(24)	-	-	-	(24)
	Charges de restructuration	-	-	-	-	-
	Dépréciations exceptionnelles	-	-	-	-	-
	Plus (moins) values de cession	328	(41)	-	-	287
Autres éléments	-	(25)	-	-	(25)	
Total		304	(417)	(49)	-	(162)
2^e trimestre 2012	Effet de stock	-	(877)	(82)	-	(959)
	Effet des variations de juste valeur	9	-	-	-	9
	Charges de restructuration	-	-	(40)	-	(40)
	Dépréciations exceptionnelles	-	-	-	(18)	(18)
	Plus (moins) values de cession	-	-	-	73	73
Autres éléments	(7)	-	-	(331)	(338)	
Total		2	(877)	(122)	(276)	(1 273)
1^{er} semestre 2013	Effet de stock	-	(385)	(66)	-	(451)
	Effet des variations de juste valeur	(23)	-	-	-	(23)
	Charges de restructuration	-	(16)	(10)	-	(26)
	Dépréciations exceptionnelles	-	(3)	-	-	(3)
	Plus (moins) values de cession	(919)	(41)	-	-	(960)
Autres éléments	-	(25)	-	-	(25)	
Total		(942)	(470)	(76)	-	(1 488)
1^{er} semestre 2012	Effet de stock	-	(324)	(45)	-	(369)
	Effet des variations de juste valeur	(11)	-	-	-	(11)
	Charges de restructuration	-	-	(40)	-	(40)
	Dépréciations exceptionnelles	-	-	(20)	(18)	(38)
	Plus (moins) values de cession	-	-	-	153	153
Autres éléments	(7)	-	-	(373)	(380)	
Total		(18)	(324)	(105)	(238)	(685)

4) Capitaux propres

A) Autodétention (actions TOTAL détenues par TOTAL S.A.)

Au 30 juin 2013, TOTAL S.A. détenait 8 059 391 de ses propres actions, soit 0,34% du capital social, réparties de la façon suivante :

- 7 993 690 actions affectées aux plans d'attribution gratuite d'actions dont bénéficient les salariés du Groupe ;
- 65 701 actions destinées à être affectées à de nouveaux plans d'options d'achat ou à de nouveaux plans d'attribution gratuite d'actions.

Ces 8 059 391 actions sont déduites des capitaux propres consolidés.

B) Autocontrôle (actions TOTAL détenues par des filiales du Groupe)

Au 30 juin 2013, TOTAL S.A. détenait indirectement, par l'intermédiaire de ses filiales, 100 331 268 de ses propres actions, soit 4,22% du capital social, réparties de la façon suivante :

- 2 023 672 actions détenues par une société du Groupe, Total Nucléaire, détenue indirectement à 100% par TOTAL S.A. ;
- 98 307 596 actions détenues par des filiales d'Elf Aquitaine (Financière Valorgest, Sogapar et Fingestval), détenues indirectement à 100% par TOTAL S.A.

D) Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global présentant des éléments reclassés en résultat sont détaillés dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012
Pertes et gains actuariels	(19)	(423)
Effet d'impôt	6	156
Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	(13)	(267)
Écart de conversion de consolidation	(160)	1 289
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	(174)	1 288
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	(14)	(1)
Actifs financiers disponibles à la vente	2	(159)
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	2	61
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	-	220
Couverture de flux futurs	72	3
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	14	(35)
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	(58)	(38)
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	(336)	105
Autres éléments	(8)	(14)
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	(8)	(14)
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	-	-
Effet d'impôt	(27)	35
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	(457)	1 259
Total autres éléments du résultat global	(470)	992

Ces 100 331 268 actions sont déduites des capitaux propres consolidés.

C) Dividende

L'Assemblée générale des actionnaires du 17 mai 2013 a approuvé la distribution d'un dividende de 2,34 euros par action au titre de l'exercice 2012. Compte tenu du paiement du premier acompte sur dividende de 0,57 euro par action et des deux acomptes suivants de 0,59 euro par action, mis en paiement respectivement les 27 septembre 2012, 20 décembre 2012 et 21 mars 2013, le solde du dividende, soit 0,59 euro par action, a été mis en paiement le 27 juin 2013.

Le Conseil d'administration du 25 avril 2013 a décidé de fixer à 0,59 euro par action le montant du premier acompte trimestriel sur le dividende au titre de l'exercice 2013. Cet acompte sera détaché de l'action le 24 septembre 2013 et mis en paiement en numéraire le 27 septembre 2013.

Par ailleurs, le Conseil d'administration du 25 juillet 2013 a décidé de fixer à 0,59 euro par action le montant du deuxième acompte trimestriel sur le dividende au titre de l'exercice 2013. Cet acompte sera détaché de l'action le 16 décembre 2013 et mis en paiement en numéraire le 19 décembre 2013.

Le détail des effets d'impôt relatifs aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2013			1 ^{er} semestre 2012		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Pertes et gains actuariels	(19)	6	(13)	(423)	156	(267)
Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	(19)	6	(13)	(423)	156	(267)
Écart de conversion de consolidation	(160)		(160)	1 289		1 289
Actifs financiers disponibles à la vente	2	1	3	(159)	38	(121)
Couverture de flux futurs	72	(28)	44	3	(3)	-
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	(336)		(336)	105		105
Autres éléments	(8)		(8)	(14)		(14)
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	(430)	(27)	(457)	1 224	35	1 259
Total autres éléments du résultat global	(449)	(21)	(470)	801	191	992

5) Emprunts et dettes financières

Le Groupe a procédé à des émissions d'emprunts obligataires par l'intermédiaire de ses filiales Total Capital International et Total Capital Canada au cours des six premiers mois de l'exercice 2013 :

- Emprunt 1,450% 2013-2018 (1 000 millions d'USD)
- Emprunt US Libor 3 months +38 bp 2013-2016 (1 000 millions d'USD)
- Emprunt 2,750% 2013-2023 (1 000 millions d'USD)
- Emprunt 0,750% 2013-2016 (augmentation d'un Emprunt existant 2012-2016 de 250 millions d'USD)
- Emprunt 4,000% 2013-2018 (150 millions d'AUD)
- Emprunt 2,125% 2013-2023 (augmentation d'un Emprunt existant 2012-2023 de 250 millions d'EUR)
- Emprunt Euribor 3 mois +31 bp 2013-2020 (300 millions d'EUR)
- Emprunt 2,500% 2013-2018 (600 millions de NOK)

Le Groupe a effectué des remboursements d'emprunts obligataires au cours des six premiers mois de l'exercice 2013 :

- Emprunt 4,125% 2007-2013 (600 millions de EUR)
- Emprunt 5,500% 2007-2013 (350 millions de GBP)
- Emprunt 7,500% 2008-2013 (200 millions d'AUD)
- Emprunt 4,500% 2003-2013 (30 millions d'USD)
- Emprunt 5,500% 2009-2013 (200 millions d'AUD)
- Emprunt 3,125% 2008-2013 (300 millions de CHF)
- Emprunt Libor 3 mois +9 bp 2011-2013 (1 000 millions d'USD)
- Emprunt 4,000% 2008-2013 (400 millions d'USD)

Dans le cadre de sa gestion active de trésorerie, le Groupe peut augmenter temporairement ses financements à court terme notamment sous forme de billets de trésorerie et de *commercial papers*. Les variations des dettes financières courantes, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants qui peuvent en résulter dans les états financiers trimestriels ne sont pas nécessairement représentatives d'une situation durable.

6) Parties liées

Les parties liées sont constituées principalement des sociétés mises en équivalence et des sociétés non consolidées. Il n'y a pas

eu d'évolution significative des transactions avec les parties liées au cours des six premiers mois de l'exercice 2013.

7) Autres risques et engagements

À la connaissance de TOTAL, il n'existe pas de faits exceptionnels, litiges, risques ou engagements hors bilan, susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière, le patrimoine, le résultat ou les activités du Groupe.

Enquêtes sur la concurrence

Les principaux litiges en matière de concurrence auxquels les sociétés du Groupe sont confrontées sont décrits ci-après.

Dans le secteur Raffinage-Chimie

Dans le cadre de la scission d'Arkema⁽¹⁾ intervenue en 2006, TOTAL S.A. et certaines sociétés du Groupe ont consenti une garantie couvrant les éventuelles conséquences pécuniaires des procédures

(1) Arkema désigne collectivement l'ensemble des sociétés du groupe Arkema, dont la société mère est Arkema S.A. ; depuis le 12 mai 2006, Arkema ne fait plus partie de TOTAL.

en matière d'entente anticoncurrentielle se rapportant à des faits antérieurs à cette scission dont Arkema pourrait faire l'objet.

Cette garantie couvre, pendant une durée de dix ans à compter du jour de la scission, 90% des sommes qui seraient payées par Arkema à raison (i) de condamnations infligées par les autorités communautaires ou nationales de concurrence d'un État membre de l'Union européenne pour violation des règles en matière d'entente, (ii) de condamnations infligées par les autorités de concurrence ou les tribunaux américains pour violation des règles du droit fédéral de la concurrence ou du droit d'un État des États-Unis d'Amérique en matière d'entente, (iii) de dommages et intérêts au titre d'éventuelles procédures civiles relatives aux faits faisant l'objet des décisions de condamnations susmentionnées et (iv) de certains frais liés à ces procédures. La garantie visant les procédures en matière d'ententes anticoncurrentielles en Europe s'applique au-delà d'une franchise de 176,5 millions d'euros. Réciproquement, les sommes auxquelles pourrait être condamnée TOTAL S.A. ou l'une des sociétés du Groupe au titre de l'ensemble des procédures couvertes par la garantie, en Europe, sont conventionnellement mises à la charge d'Arkema à concurrence de 10% de leur montant.

La garantie deviendrait caduque dans l'hypothèse où une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert avec d'autres, viendrait à détenir, directement ou indirectement, plus du tiers des droits de vote d'Arkema ou si Arkema transférait, en une ou plusieurs fois à un même tiers ou à plusieurs tiers agissant de concert, quelles que soient les modalités de ce transfert, des actifs représentant, en valeur d'entreprise, plus de 50% de la valeur d'Arkema à la date du transfert concerné.

- Aux États-Unis, les actions pour lesquelles la responsabilité civile de TOTAL S.A. a été mise en cause en tant que société mère ont été closes sans conséquences financières significatives pour le Groupe.
- En Europe, les amendes infligées par la Commission européenne depuis 2006 à l'encontre de sociétés du Groupe dans sa configuration antérieure à la scission font suite à cinq procédures engagées par la Commission européenne entre 2000 et 2004 dont quatre sont aujourd'hui terminées, la cinquième restant en attente d'une décision d'appel sur un recours engagé par Arkema et les sociétés du Groupe concernées.

Sur le plan financier, la totalité des amendes prononcées dans les cinq affaires a atteint un montant de 385,47 millions d'euros aujourd'hui entièrement acquitté. Ainsi, une fois déduite la franchise, le montant global pris en charge et acquitté par le Groupe depuis la scission au titre de la garantie ci-dessus décrite s'est élevé à 188,07 millions d'euros⁽¹⁾, montant auquel s'ajoute une somme de 31,31 millions d'euros d'intérêts également payée.

Ces montants n'ont pas été modifiés au cours du premier semestre de l'exercice 2013.

- Par ailleurs, des procédures civiles ont été engagées contre Arkema et d'autres groupes de sociétés devant des juridictions allemande et néerlandaise respectivement en 2009 et 2011 à l'initiative de tiers alléguant de préjudices à la suite de deux procédures engagées par la Commission européenne visées ci-dessus. TOTAL S.A. a été appelée en déclaration de jugement commun devant la juridiction allemande. Ces affaires ont fait l'objet d'une transaction entre les demandeurs et Arkema début juillet 2013.

Bien qu'Arkema ait mis en œuvre à partir de 2001 un plan visant la mise en conformité des pratiques de ses salariés avec les règles sur la concurrence, il ne peut toutefois être exclu que d'autres procédures concernant Arkema pour des faits antérieurs à la scission puissent être mises en œuvre à l'initiative des autorités compétentes qui pourraient décider d'y impliquer Elf Aquitaine et/ou TOTAL S.A. en leur qualité de maison mère avant la scission.

Dans le cadre de l'ensemble des litiges mentionnés ci-dessus, une provision d'un montant de 17 millions d'euros reste constituée dans les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2013.

Dans le secteur Marketing & Services

- À la suite d'une communication de griefs adressée à Total Nederland N.V. ainsi qu'à TOTAL S.A. en sa qualité de maison mère par la Commission européenne, Total Nederland N.V. a été condamnée en 2006 à une amende de 20,25 millions d'euros, pour laquelle TOTAL S.A. a été déclarée solidairement responsable à hauteur de 13,5 millions d'euros. TOTAL S.A. a engagé un recours contre cette décision qui a été rejeté fin septembre 2012. L'amende et les intérêts ont été acquittés au cours du premier trimestre 2013.
- De même, à la suite d'une communication de griefs adressée par la Commission européenne à Total Raffinage Marketing (anciennement dénommée Total France), ainsi qu'à TOTAL S.A., visant des pratiques se rapportant à une ligne de produits du secteur Marketing & Services, Total Raffinage Marketing a été condamnée en 2008 à une amende de 128,2 millions d'euros qu'elle a intégralement acquittée, pour laquelle TOTAL S.A. a été déclarée solidairement responsable en tant que société mère. Le recours engagé par le Groupe contre cette décision est toujours pendant devant la juridiction communautaire compétente.
- Par ailleurs, les procédures civiles engagées au Royaume-Uni ainsi qu'aux Pays-Bas contre TOTAL S.A., Total Raffinage Marketing et contre d'autres groupes de sociétés à l'initiative de tiers alléguant de préjudices à la suite des poursuites engagées par la Commission européenne se poursuivent. À ce stade, les chances de succès comme la portée financière de ces procédures restent incertaines en raison des nombreuses difficultés qu'elles soulèvent tant sur le plan juridique que du point de vue de l'évaluation des préjudices allégués.

Dans le cadre de l'ensemble des litiges mentionnés ci-dessus, une provision de 6 millions d'euros reste constituée dans les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2013.

Début 2013, une procédure civile a été engagée à l'encontre de TOTAL S.A. et sa filiale Total Aviazione Italia Srl devant les juridictions civiles italiennes compétentes. Le demandeur allègue à l'encontre de TOTAL S.A. et de sa filiale, ainsi qu'à l'encontre de différentes sociétés tierces, un préjudice qu'il estime à près de 908 millions d'euros. La procédure engagée par le demandeur fait suite à des pratiques qui ont été sanctionnées par l'autorité de concurrence italienne en 2006. Compte tenu de la pluralité des défendeurs engagés dans cette procédure et du caractère apparemment disproportionné du préjudice allégué au regard des justifications fournies, cette procédure ne devrait pas avoir d'impact significatif sur la situation financière du Groupe, même s'il n'est pas possible à ce stade de déterminer précisément les conséquences financières de cette demande pour le Groupe.

(1) Pour mémoire ce montant fait abstraction d'une affaire ayant donné lieu antérieurement à la scission à une condamnation d'Arkema et d'Elf Aquitaine à une amende se décomposant en un montant de 45 millions d'euros infligé solidairement aux deux sociétés et en un montant de 13,5 millions d'euros infligé à Arkema seule.

Quelle que soit l'évolution des enquêtes et procédures décrites ci-dessus, le Groupe considère que leur issue ne devrait avoir d'impact significatif, ni sur sa situation financière, ni sur ses résultats consolidés.

Grande Paroisse

Une explosion est survenue le 21 septembre 2001 dans une usine de la société Grande Paroisse située à Toulouse en France. L'activité principale de Grande Paroisse (ex-filiale d'Atofina devenue filiale d'Elf Aquitaine Fertilisants au 31 décembre 2004 dans le cadre de la réorganisation du secteur Chimie du Groupe) résidait alors dans la production et la commercialisation de fertilisants pour le marché de l'agriculture. L'explosion s'est produite dans une zone de stockage de l'usine où étaient entreposés des granulés de nitrate d'ammonium déclassés et a détruit une partie du site. Cette explosion a provoqué la mort de trente et une personnes, dont vingt et une travaillant sur le site, blessé de nombreuses personnes et causé des dommages matériels importants dans une partie de la ville de Toulouse.

L'usine a été définitivement fermée et des mesures d'accompagnement ont été proposées à chaque salarié. Le site a été remis en état.

Le 14 décembre 2006, Grande Paroisse a signé, en présence de la ville de Toulouse, l'acte par lequel elle a fait donation de l'ancien terrain de l'usine AZF à la Communauté d'agglomération du Grand Toulouse (CAGT) ainsi qu'à la Caisse des dépôts et consignations et à sa filiale ICADE. Aux termes de cet acte, TOTAL S.A. garantit les obligations de Grande Paroisse relatives à la remise en état du site et accorde une dotation de 10 millions d'euros à la fondation de recherche InNaBioSanté dans le cadre de l'installation sur le terrain d'un Cancéropôle par la ville de Toulouse.

Après avoir présenté plusieurs hypothèses, les experts judiciaires ont, dans leur rapport final déposé le 11 mai 2006 abandonné celle du déversement de quantités importantes de produit chloré sur du nitrate. Le scénario finalement retenu par les experts est celui d'un déversement par benne, dans un local jouxtant le magasin de stockage principal, de quelques balayures de produit chloré entre une couche très humide de nitrate d'ammonium recouvrant le sol et une quantité de nitrate agricole très sec, ce qui aurait entraîné une explosion se propageant ensuite dans le magasin de stockage principal. C'est sur la base de ce nouveau scénario que Grande Paroisse a été mise en examen en 2006 ; Grande Paroisse conteste un tel scénario qui ne semble pas reposer sur des éléments factuels vérifiés ou vérifiables.

Le 9 juillet 2007, le juge d'instruction a ordonné le renvoi de Grande Paroisse et de l'ancien directeur du site devant le Tribunal correctionnel de Toulouse. Fin 2008, TOTAL S.A. et M. Thierry Desmarest ont fait l'objet d'une citation directe par une association de victimes.

Le 19 novembre 2009, le Tribunal correctionnel de Toulouse a prononcé la relaxe de l'ancien directeur de l'usine, ainsi que de Grande Paroisse, en raison de l'absence de preuve certaine des causes de l'explosion. Par ailleurs, le Tribunal a déclaré irrecevable la demande de citation directe de TOTAL S.A. et de M. Thierry Desmarest, son Président-directeur général au moment des faits.

En raison de la présomption de responsabilité civile qui pèse légalement sur Grande Paroisse, le Tribunal a déclaré Grande Paroisse civilement responsable des dommages causés aux victimes par l'explosion en sa qualité de gardienne et exploitante de l'usine.

Le Parquet, suivi en cela par des parties civiles, a interjeté appel du jugement rendu par le Tribunal correctionnel de Toulouse. Grande Paroisse, afin de préserver ses droits, a également formé appel incident sur les dispositions civiles.

Par arrêt du 24 septembre 2012, la cour d'appel de Toulouse a confirmé le jugement du Tribunal qui avait déclaré irrecevable la demande de citation directe de TOTAL S.A. et de M. Thierry Desmarest. Certaines parties civiles ont fait une déclaration de pourvoi contre ces dispositions de l'arrêt.

La cour d'appel de Toulouse a néanmoins considéré que l'explosion était due à un accident chimique tel que décrit par les experts judiciaires. Elle a en conséquence condamné Grande Paroisse et l'ancien directeur de l'usine à des sanctions pénales. Ces derniers ont décidé de se pourvoir en cassation ce qui a pour effet de suspendre l'exécution des peines.

Une procédure d'indemnisation des victimes avait été mise en œuvre immédiatement après l'explosion. Un montant de 2,3 milliards d'euros a été réglé au titre des demandes d'indemnisation et des frais associés. Une provision d'un montant de 15,6 millions d'euros reste constituée dans les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2013.

Blue Rapid et Comité olympique russe - Régions russes et Interneft

La société panaméenne Blue Rapid et le Comité olympique russe ont lancé une action à l'encontre d'Elf Aquitaine devant le Tribunal de commerce de Paris, en paiement de dommages-intérêts à raison de la prétendue non-exécution par une ex-filiale d'Elf Aquitaine d'un contrat portant sur un projet d'Exploration-Production en Russie négocié au début des années 1990. Elf Aquitaine considérant que ces demandes étaient dénuées de tout fondement, s'est opposée à celles-ci. Par jugement en date du 12 janvier 2009, le Tribunal de commerce de Paris a débouté la société Blue Rapid de son action à l'encontre d'Elf Aquitaine et a déclaré le Comité olympique russe irrecevable. Blue Rapid et le Comité olympique russe ont relevé appel de ce jugement. Par arrêt en date du 30 juin 2011, la cour d'appel de Paris a déclaré Blue Rapid et le Comité olympique russe irrecevables en leur action à l'encontre d'Elf Aquitaine, au motif notamment de la caducité dudit contrat. Blue Rapid et le Comité olympique russe ont formé un pourvoi contre la décision de la cour d'appel devant la Cour de cassation.

En relation avec ces mêmes faits, et quinze ans après qu'eut été constatée la caducité de ce contrat d'Exploration-Production, une société russe, dont il a déjà été jugé qu'elle n'était pas celle partie au contrat, et deux régions de la Fédération de Russie, qui n'y étaient pas davantage parties, ont lancé une procédure d'arbitrage contre cette ex-filiale d'Elf Aquitaine, liquidée en 2005, en paiement de prétendus dommages-intérêts dont le montant allégué est de 22,4 milliards de dollars. Pour les mêmes raisons que celles déjà opposées avec succès par Elf Aquitaine à Blue Rapid et au Comité olympique russe, le Groupe considère que cette action est dénuée de tout fondement, tant en fait qu'en droit. Le Groupe a déposé plainte pour dénoncer les agissements frauduleux dont il s'estime victime en l'espèce et a parallèlement engagé, et se réserve d'engager toutes actions et mesures appropriées pour assurer la défense de ses intérêts.

Iran

En 2003, la United States Securities and Exchange Commission (SEC) suivie par le Département de Justice américain (DoJ) ont lancé une enquête en relation avec la recherche d'affaires en Iran et visant plusieurs compagnies pétrolières, dont TOTAL. Cette enquête portait sur un accord conclu par la Société avec des consultants au sujet de champs d'hydrocarbures en Iran et tendait à vérifier si des paiements effectués en vertu de cet accord auraient bénéficié

à des officiels iraniens en méconnaissant la loi anticorruption américaine (le « FCPA ») et les obligations comptables de la Société.

Fin mai 2013, après plusieurs années de discussions, TOTAL a conclu des transactions avec les autorités américaines (un *Deferred Prosecution Agreement* avec le DoJ et un *Cease and Desist Order* avec la SEC) qui mettent un terme à cette enquête. Ces accords ont été conclus sans reconnaissance de culpabilité et en contrepartie du respect par TOTAL d'un certain nombre d'obligations, dont le paiement d'une amende (245,2 millions de dollars) et d'une compensation civile (153 millions de dollars) qui est intervenu au cours du 2^e trimestre 2013. La provision de 398,2 millions de dollars qui avait été initialement comptabilisée dans les comptes au 30 juin 2012, a été intégralement reprise.

Aux termes de ces accords, TOTAL a également accepté la nomination d'un *monitor* français indépendant qui sera chargé de passer en revue le programme de conformité mis en œuvre au sein du Groupe et le cas échéant de préconiser des améliorations.

Dans cette même affaire, TOTAL et son Président-directeur général, à l'époque des faits Directeur Moyen-Orient, ont été mis en examen suite à une instruction lancée en France en 2006 et dans laquelle le Parquet a requis fin mai 2013 leur renvoi. Le juge d'instruction n'a pas encore rendu sa décision.

La Société considère que la résolution de ces affaires ne devrait pas avoir d'impact significatif sur la situation financière du Groupe ou de conséquence sur ses projets futurs.

Libye

En juin 2011, la United States Securities and Exchange Commission (SEC) a adressé à certaines compagnies pétrolières, dont TOTAL, une demande formelle d'informations relative à leurs activités en Libye. En avril 2013, la SEC a notifié à TOTAL la clôture de l'enquête la concernant en précisant qu'elle n'entend y donner aucune suite.

Pétrole contre nourriture

Les conditions d'application des résolutions de l'Organisation des Nations unies (ONU) en Irak dites « pétrole contre nourriture » font l'objet d'enquêtes dans plusieurs pays.

Dans le cadre d'une information judiciaire ouverte à Paris, des salariés ou anciens salariés du Groupe ont fait l'objet d'une mise en examen pour complicité d'abus de biens sociaux et/ou complicité de corruption d'agents publics étrangers. Le Président-directeur général de la Société, à l'époque Directeur Général Exploration & Production du Groupe, a également fait l'objet d'une mise en examen en octobre 2006. En 2007, l'instruction pénale a été clôturée et l'affaire a été communiquée au Parquet. En 2009, le Parquet a requis un non-lieu pour l'ensemble des salariés et anciens salariés du Groupe ainsi que pour le Président-directeur général de TOTAL.

Début 2010, malgré l'avis du Parquet, un nouveau juge d'instruction a décidé de mettre en examen TOTAL S.A. pour corruption ainsi que pour complicité et recel de trafic d'influence. Cette mise en examen intervient huit ans après le début de l'instruction, sans qu'aucun élément nouveau n'ait été versé au dossier.

En octobre 2010, le Parquet a de nouveau requis un non-lieu pour TOTAL S.A. ainsi que pour l'ensemble des anciens salariés du Groupe et le Président-directeur général de TOTAL. Néanmoins, par ordonnance notifiée début août 2011, le juge d'instruction a décidé de renvoyer l'affaire devant le tribunal correctionnel qui, par jugement du 8 juillet 2013, a prononcé la relaxe de TOTAL S.A.

ainsi que celle de son Président-directeur général et de chacun des anciens salariés des sociétés du Groupe, jugeant qu'aucun des délits pour lesquels ils étaient poursuivis n'était constitué. Le 18 juillet 2013, le Parquet a fait appel d'une partie des dispositions du jugement relaxant TOTAL S.A. et certains anciens salariés du Groupe. Le jugement de relaxe du Président-directeur général de TOTAL S.A. prononcé le 8 juillet 2013 est définitif, le Parquet n'ayant pas fait appel des dispositions de la décision le concernant.

Italie

Dans le cadre d'une enquête lancée par le procureur de la République du tribunal de Potenza, Total Italia et certains collaborateurs du Groupe ont fait l'objet d'investigations relatives à certains appels d'offres qu'elle avait lancés pour la préparation de la mise en exploitation d'un champ pétrolier. Le 16 février 2009, en amont de la procédure judiciaire et à titre de mesure provisoire, le juge des enquêtes préliminaires de Potenza a notifié à Total Italia une ordonnance tendant à la suspension, pour une durée d'un an, de la concession afférente à ce champ. Total Italia a fait appel de l'ordonnance du juge des enquêtes préliminaires auprès du tribunal des réexamens de Potenza. Par décision du 8 avril 2009, le tribunal a substitué à la mesure de suspension la désignation, pour une durée d'un an, soit jusqu'au 16 février 2010, d'un commissaire judiciaire avec pour mission de superviser les activités liées au développement de la concession, permettant ainsi la poursuite du projet Tempa Rossa.

Au premier semestre 2010, l'enquête pénale a été clôturée.

En mai 2012, le Juge de l'audience préliminaire a rendu une décision aux fins de non lieu partiel au bénéfice de certains collaborateurs du Groupe et de renvoi partiel devant le Tribunal correctionnel pour un nombre réduit de charges. Le procès a débuté le 26 septembre 2012.

En 2010, les activités d'exploration et de production de Total Italia ont été transférées à Total E&P Italia et les activités de raffinage et de marketing ont été fusionnées avec celles de Erg Petroli.

Rivunion

Le 9 juillet 2012, le tribunal fédéral suisse a rendu à l'encontre de la société Rivunion, filiale à 100% d'Elf Aquitaine, une décision confirmant un redressement fiscal d'un montant de 171 millions de francs suisses (hors intérêts de retard non encore calculés par les autorités compétentes). Selon le Tribunal, Rivunion est condamnée en sa qualité d'agent collecteur d'une retenue à la source (« impôt anticipé ») due par les bénéficiaires des prestations taxées. Rivunion, en liquidation depuis le 13 mars 2002, n'étant pas en mesure d'obtenir la restitution de cette retenue à la source auprès desdits bénéficiaires et ne pouvant faire face à ses obligations, a fait l'objet d'une procédure collective le 1^{er} novembre 2012.

Nigeria

Au deuxième trimestre 2013, TOTAL a vu sa production au Nigeria affectée en raison de vols de pétrole et d'actes de sabotages sur des *pipelines* de pétrole et de gaz par lesquels transitent entre autres les productions du Groupe. Malgré plusieurs réparations effectuées, la production restait réduite à fin juin 2013, principalement sur le domaine minier onshore de l'association opérée par Shell Petroleum Development Company (SPDC), association dans laquelle TOTAL détient une participation de 10%.

Le Groupe estime que sa quote-part de production au Nigeria a été diminuée d'environ 35 kbpj/j au deuxième trimestre 2013.

8) Informations par secteur d'activité

1 ^{er} semestre 2013 (en millions d'euros)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	10 233	43 178	41 560	132	-	95 103
Chiffre d'affaires Groupe	13 854	19 721	914	78	(34 567)	-
Droits d'accises	-	(1 665)	(7 000)	-	-	(8 665)
Produits des ventes	24 087	61 234	35 474	210	(34 567)	86 438
Charges d'exploitation	(11 627)	(60 480)	(34 481)	(419)	34 567	(72 440)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(3 222)	(596)	(268)	(15)	-	(4 101)
Résultat opérationnel	9 238	158	725	(224)	-	9 897
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	(72)	124	6	21	-	79
Impôts du résultat opérationnel net	(5 317)	1	(215)	(23)	-	(5 554)
Résultat opérationnel net	3 849	283	516	(226)	-	4 422
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(259)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(89)
Résultat net	-	-	-	-	-	4 074

1 ^{er} semestre 2013 (éléments d'ajustement) ^(a) (en millions d'euros)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	(30)	-	-	-	-	(30)
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-
Produits des ventes	(30)	-	-	-	-	(30)
Charges d'exploitation	-	(605)	(103)	-	-	(708)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	-	(4)	-	-	-	(4)
Résultat opérationnel^(b)	(30)	(609)	(103)	-	-	(742)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	(1 168)	(42)	(9)	-	-	(1 219)
Impôts du résultat opérationnel net	256	181	33	-	-	470
Résultat opérationnel net^(b)	(942)	(470)	(79)	-	-	(1 491)
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	-
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	3
Résultat net	-	-	-	-	-	(1 488)

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

(b) Dont effet de stock

	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding
- sur le résultat opérationnel	-	(566)	(103)	-
- sur le résultat opérationnel net	-	(385)	(69)	-

1 ^{er} semestre 2013 (ajusté) (en millions d'euros) ^(a)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	10 263	43 178	41 560	132	-	95 133
Chiffre d'affaires Groupe	13 854	19 721	914	78	(34 567)	-
Droits d'accises	-	(1 665)	(7 000)	-	-	(8 665)
Produits des ventes	24 117	61 234	35 474	210	(34 567)	86 468
Charges d'exploitation	(11 627)	(59 875)	(34 378)	(419)	34 567	(71 732)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(3 222)	(592)	(268)	(15)	-	(4 097)
Résultat opérationnel ajusté	9 268	767	828	(224)	-	10 639
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	1 096	166	15	21	-	1 298
Impôts du résultat opérationnel net	(5 573)	(180)	(248)	(23)	-	(6 024)
Résultat opérationnel net ajusté	4 791	753	595	(226)	-	5 913
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(259)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(92)
Résultat net ajusté	-	-	-	-	-	5 562
Résultat net ajusté dilué par action (euros)	-	-	-	-	-	2,45

(a) Excepté pour le résultat net par action.

1 ^{er} semestre 2013 (en millions d'euros)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Investissements	10 311	915	429	41	-	11 696
Désinvestissements	1 655	235	50	10	-	1 950
Flux de trésorerie d'exploitation	6 278	1 015	321	(190)	-	7 424

1 ^{er} semestre 2012 (en millions d'euros)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	11 154	45 688	43 371	90	-	100 303
Chiffre d'affaires Groupe	15 985	22 289	453	93	(38 820)	-
Droits d'accises	-	(1 678)	(7 274)	-	-	(8 952)
Produits des ventes	27 139	66 299	36 550	183	(38 820)	91 351
Charges d'exploitation	(12 809)	(65 706)	(35 755)	(517)	38 820	(75 967)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(2 906)	(633)	(311)	(16)	-	(3 866)
Résultat opérationnel	11 424	(40)	484	(350)	-	11 518
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	991	115	(83)	(39)	-	984
Impôts du résultat opérationnel net	(6 871)	43	(218)	(10)	-	(7 056)
Résultat opérationnel net	5 544	118	183	(399)	-	5 446
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(221)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(39)
Résultat net	-	-	-	-	-	5 186

1 ^{er} semestre 2012 (éléments d'ajustement) ^(a) (en millions d'euros)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	(14)	-	-	-	-	(14)
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-
Produits des ventes	(14)	-	-	-	-	(14)
Charges d'exploitation	(18)	(455)	(85)	(88)	-	(646)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	-	-	(46)	-	-	(46)
Résultat opérationnel ^(b)	(32)	(455)	(131)	(88)	-	(706)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	-	(17)	(29)	(134)	-	(180)
Impôts du résultat opérationnel net	14	148	25	(16)	-	171
Résultat opérationnel net ^(b)	(18)	(324)	(135)	(238)	-	(715)
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	-
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	30
Résultat net	-	-	-	-	-	(685)

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

(b) Dont effet de stock

	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding
- sur le résultat opérationnel	-	(455)	(83)	-
- sur le résultat opérationnel net	-	(324)	(59)	-

1 ^{er} semestre 2012 (ajusté) (en millions d'euros) ^(a)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	11 168	45 688	43 371	90	-	100 317
Chiffre d'affaires Groupe	15 985	22 289	453	93	(38 820)	-
Droits d'accises	-	(1 678)	(7 274)	-	-	(8 952)
Produits des ventes	27 153	66 299	36 550	183	(38 820)	91 365
Charges d'exploitation	(12 791)	(65 251)	(35 670)	(429)	38 820	(75 321)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(2 906)	(633)	(265)	(16)	-	(3 820)
Résultat opérationnel ajusté	11 456	415	615	(262)	-	12 224
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	991	132	(54)	95	-	1 164
Impôts du résultat opérationnel net	(6 885)	(105)	(243)	6	-	(7 227)
Résultat opérationnel net ajusté	5 562	442	318	(161)	-	6 161
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(221)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(69)
Résultat net ajusté	-	-	-	-	-	5 871
Résultat net ajusté dilué par action (euros)	-	-	-	-	-	2,59

(a) Excepté pour le résultat net par action.

1 ^{er} semestre 2012 (en millions d'euros)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Investissements	9 533	930	410	31	-	10 904
Désinvestissements	982	148	65	1 475	-	2 670
Flux de trésorerie d'exploitation	11 064	589	(584)	365	-	11 434

2 ^e trimestre 2013 (en millions d'euros)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	4 781	21 560	20 561	71	-	46 973
Chiffre d'affaires Groupe	6 519	9 807	806	27	(17 159)	-
Droits d'accises	-	(835)	(3 634)	-	-	(4 469)
Produits des ventes	11 300	30 532	17 733	98	(17 159)	42 504
Charges d'exploitation	(5 512)	(30 413)	(17 273)	(212)	17 159	(36 251)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(1 512)	(298)	(123)	(8)	-	(1 941)
Résultat opérationnel	4 276	(179)	337	(122)	-	4 312
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	774	52	38	23	-	887
Impôts du résultat opérationnel net	(2 421)	80	(100)	(44)	-	(2 485)
Résultat opérationnel net	2 629	(47)	275	(143)	-	2 714
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(139)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(38)
Résultat net	-	-	-	-	-	2 537

2 ^e trimestre 2013 (éléments d'ajustement) ^(a) (en millions d'euros)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	(32)	-	-	-	-	(32)
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-
Produits des ventes	(32)	-	-	-	-	(32)
Charges d'exploitation	-	(536)	(82)	-	-	(618)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	-	-	-	-	-	-
Résultat opérationnel ^(b)	(32)	(536)	(82)	-	-	(650)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	252	(32)	1	-	-	221
Impôts du résultat opérationnel net	84	151	26	-	-	261
Résultat opérationnel net ^(b)	304	(417)	(55)	-	-	(168)
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	-
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	6
Résultat net	-	-	-	-	-	(162)

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

(b) Dont effet de stock

	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding
- sur le résultat opérationnel	-	(499)	(82)	-
- sur le résultat opérationnel net	-	(351)	(55)	-

2 ^e trimestre 2013 (ajusté) (en millions d'euros) ^(a)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	4 813	21 560	20 561	71	-	47 005
Chiffre d'affaires Groupe	6 519	9 807	806	27	(17 159)	-
Droits d'accises	-	(835)	(3 634)	-	-	(4 469)
Produits des ventes	11 332	30 532	17 733	98	(17 159)	42 536
Charges d'exploitation	(5 512)	(29 877)	(17 191)	(212)	17 159	(35 633)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(1 512)	(298)	(123)	(8)	-	(1 941)
Résultat opérationnel ajusté	4 308	357	419	(122)	-	4 962
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	522	84	37	23	-	666
Impôts du résultat opérationnel net	(2 505)	(71)	(126)	(44)	-	(2 746)
Résultat opérationnel net ajusté	2 325	370	330	(143)	-	2 882
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(139)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(44)
Résultat net ajusté	-	-	-	-	-	2 699
Résultat net ajusté dilué par action (euros)	-	-	-	-	-	1,19

(a) Excepté pour le résultat net par action.

2 ^e trimestre 2013 (en millions d'euros)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Investissements	5 056	382	242	32	-	5 712
Désinvestissements	1 112	208	12	2	-	1 334
Flux de trésorerie d'exploitation	2 128	1 303	414	(139)	-	3 706

2 ^e trimestre 2012 (en millions d'euros)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	4 977	22 592	21 519	47	-	49 135
Chiffre d'affaires Groupe	7 751	10 474	222	48	(18 495)	-
Droits d'accises	-	(874)	(3 686)	1	-	(4 559)
Produits des ventes	12 728	32 192	18 055	96	(18 495)	44 576
Charges d'exploitation	(6 274)	(32 653)	(17 768)	(290)	18 495	(38 490)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(1 513)	(319)	(189)	(7)	-	(2 028)
Résultat opérationnel	4 941	(780)	98	(201)	-	4 058
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	448	23	(14)	(156)	-	301
Impôts du résultat opérationnel net	(2 882)	258	(62)	(12)	-	(2 698)
Résultat opérationnel net	2 507	(499)	22	(369)	-	1 661
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(116)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(27)
Résultat net	-	-	-	-	-	1 518

2 ^e trimestre 2012 (éléments d'ajustement) ^(a) (en millions d'euros)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	11	-	-	-	-	11
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-
Produits des ventes	11	-	-	-	-	11
Charges d'exploitation	(18)	(1 238)	(148)	(23)	-	(1 427)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	-	-	(46)	-	-	(46)
Résultat opérationnel ^(b)	(7)	(1 238)	(194)	(23)	-	(1 462)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	-	(40)	(8)	(244)	-	(292)
Impôts du résultat opérationnel net	9	401	47	(9)	-	448
Résultat opérationnel net ^(b)	2	(877)	(155)	(276)	-	(1 306)
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	-
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	33
Résultat net	-	-	-	-	-	(1 273)

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

(b) Dont effet de stock

	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding
- sur le résultat opérationnel	-	(1 238)	(146)	-
- sur le résultat opérationnel net	-	(877)	(99)	-

2 ^e trimestre 2012 (ajusté) (en millions d'euros) ^(a)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	4 966	22 592	21 519	47	-	49 124
Chiffre d'affaires Groupe	7 751	10 474	222	48	(18 495)	-
Droits d'accises	-	(874)	(3 686)	1	-	(4 559)
Produits des ventes	12 717	32 192	18 055	96	(18 495)	44 565
Charges d'exploitation	(6 256)	(31 415)	(17 620)	(267)	18 495	(37 063)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(1 513)	(319)	(143)	(7)	-	(1 982)
Résultat opérationnel ajusté	4 948	458	292	(178)	-	5 520
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	448	63	(6)	88	-	593
Impôts du résultat opérationnel net	(2 891)	(143)	(109)	(3)	-	(3 146)
Résultat opérationnel net ajusté	2 505	378	177	(93)	-	2 967
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(116)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(60)
Résultat net ajusté	-	-	-	-	-	2 791
Résultat net ajusté dilué par action (euros)	-	-	-	-	-	1,23

(a) Excepté pour le résultat net par action.

2 ^e trimestre 2012 (en millions d'euros)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Investissements	4 227	501	212	24	-	4 964
Désinvestissements	234	7	20	719	-	980
Flux de trésorerie d'exploitation	5 298	625	(140)	384	-	6 167

9) Réconciliation des informations par secteur avec les états financiers consolidés

1 ^{er} semestre 2013 (en millions d'euros)	Ajusté	Éléments d'ajustement ^(a)	Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	95 133	(30)	95 103
Droits d'accises	(8 665)	-	(8 665)
Produits des ventes	86 468	(30)	86 438
Achats, nets de variation de stocks	(60 205)	(669)	(60 874)
Autres charges d'exploitation	(10 948)	(39)	(10 987)
Charges d'exploration	(579)	-	(579)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(4 097)	(4)	(4 101)
Autres produits	131	252	383
Autres charges	(174)	(1 452)	(1 626)
Coût de l'endettement financier brut	(351)	-	(351)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	36	-	36
Coût de l'endettement financier net	(315)	-	(315)
Autres produits financiers	260	-	260
Autres charges financières	(265)	-	(265)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1 346	(19)	1 327
Charge d'impôt	(5 968)	470	(5 498)
Résultat net de l'ensemble consolidé	5 654	(1 491)	4 163
Part du Groupe	5 562	(1 488)	4 074
Intérêts ne conférant pas le contrôle	92	(3)	89

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

1 ^{er} semestre 2012 (en millions d'euros)	Ajusté	Éléments d'ajustement ^(a)	Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	100 317	(14)	100 303
Droits d'accises	(8 952)	-	(8 952)
Produits des ventes	91 365	(14)	91 351
Achats, nets de variation de stocks	(63 797)	(538)	(64 335)
Autres charges d'exploitation	(10 899)	(108)	(11 007)
Charges d'exploration	(625)	-	(625)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(3 820)	(46)	(3 866)
Autres produits	305	209	514
Autres charges	(200)	(347)	(547)
Coût de l'endettement financier brut	(357)	-	(357)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	59	-	59
Coût de l'endettement financier net	(298)	-	(298)
Autres produits financiers	294	-	294
Autres charges financières	(254)	-	(254)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1 019	(42)	977
Charge d'impôt	(7 150)	171	(6 979)
Résultat net de l'ensemble consolidé	5 940	(715)	5 225
Part du Groupe	5 871	(685)	5 186
Intérêts ne conférant pas le contrôle	69	(30)	39

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

2 ^e trimestre 2013 (en millions d'euros)	Ajusté	Éléments d'ajustement ^(a)	Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	47 005	(32)	46 973
Droits d'accises	(4 469)	-	(4 469)
Produits des ventes	42 536	(32)	42 504
Achats, nets de variation de stocks	(29 763)	(581)	(30 344)
Autres charges d'exploitation	(5 598)	(37)	(5 635)
Charges d'exploration	(272)	-	(272)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(1 941)	-	(1 941)
Autres produits	100	252	352
Autres charges	(77)	(17)	(94)
Coût de l'endettement financier brut	(182)	-	(182)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	14	-	14
Coût de l'endettement financier net	(168)	-	(168)
Autres produits financiers	157	-	157
Autres charges financières	(137)	-	(137)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	623	(14)	609
Charge d'impôt	(2 717)	261	(2 456)
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 743	(168)	2 575
Part du Groupe	2 699	(162)	2 537
Intérêts ne conférant pas le contrôle	44	(6)	38

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

2 ^e trimestre 2012 (en millions d'euros)	Ajusté	Éléments d'ajustement ^(a)	Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	49 124	11	49 135
Droits d'accises	(4 559)	-	(4 559)
Produits des ventes	44 565	11	44 576
Achats, nets de variation de stocks	(30 910)	(1 384)	(32 294)
Autres charges d'exploitation	(5 884)	(43)	(5 927)
Charges d'exploration	(269)	-	(269)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(1 982)	(46)	(2 028)
Autres produits	126	99	225
Autres charges	(108)	(343)	(451)
Coût de l'endettement financier brut	(170)	-	(170)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24	-	24
Coût de l'endettement financier net	(146)	-	(146)
Autres produits financiers	209	-	209
Autres charges financières	(118)	-	(118)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	484	(48)	436
Charge d'impôt	(3 116)	448	(2 668)
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 851	(1 306)	1 545
Part du Groupe	2 791	(1 273)	1 518
Intérêts ne conférant pas le contrôle	60	(33)	27

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

10) Évolutions en cours de la composition du Groupe

Amont

- TOTAL a signé en avril 2013 un accord portant sur la cession de 100% de Transport et Infrastructures Gaz France (TIGF) avec le consortium réunissant Snam, EDF et GIC (*Government of Singapore Investment Corporation*). Cet accord reste soumis à l'approbation des autorités compétentes. Au 30 juin 2013, les actifs et passifs de la société ont été respectivement classés au bilan consolidé dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 1 450 millions d'euros et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » pour 891 millions d'euros. Les actifs et passifs concernés comprennent principalement des immobilisations corporelles pour 1 280 millions d'euros et de la dette financière non courante pour 808 millions d'euros.
- TOTAL a mis en vente ses intérêts dans l'Amont à Trinidad & Tobago. Au 30 juin 2013, les actifs et passifs de la société ont été respectivement classés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 250 millions d'euros et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé pour 104 millions d'euros. Les actifs concernés comprennent principalement des immobilisations corporelles pour 230 millions d'euros.
- TOTAL a annoncé en novembre 2012 la finalisation d'un accord pour la vente de sa participation de 20% dans OML 138 au Nigeria à une filiale de Sinopec, cette transaction restant soumise à l'approbation des autorités compétentes. Au 30 juin 2013, les actifs et passifs ont été respectivement classés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 1 786 millions d'euros et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé pour 485 millions d'euros. Les actifs concernés comprennent principalement des immobilisations corporelles pour 1 404 millions d'euros.
- TOTAL a mis en vente ses intérêts dans le bloc 15/06 en Angola. Au 30 juin 2013, les actifs ont été classés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 416 millions d'euros. Les actifs concernés comprennent principalement des immobilisations corporelles pour 342 millions d'euros.



La présente brochure a été imprimée sur un papier couché 100 % recyclable et biodégradable, fabriqué à partir de pâtes blanchies ECF (Elemental Chlorine Free) dans une usine européenne certifiée ISO 9001 (pour sa gestion de la qualité), ISO 14001 (pour sa gestion de l'environnement), CoC PEFC (pour l'utilisation de papiers issus de forêts gérées durablement) et accréditée EMAS (pour ses performances environnementales).

Photographie en couverture : © Michel Labelle

Conception et réalisation : Agence Marc Praquin

rendez-vous sur
www.total.com



TOTAL S.A.
Siège social :
2, place Jean Millier - La Défense 6
92400 Courbevoie - France
Capital social : 5 941 838 402,50 euros
542 051 180 RCS Nanterre
www.total.com

Standard : +33 (0)1 47 44 45 46
Communication financière : +33 (0)1 47 44 58 53
Relations actionnaires individuels : N° Vert 0 800 039 039